

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 29 mai 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°394 ■

PÉTROLE
Le Brent
se redresse à plus
de 83 dollars

P 16

DESTINÉS À LA RÉALISATION DE PROJETS STRUCTURANTS

48 milliards \$ de financement public

L'Etat poursuit ses efforts pour stimuler la croissance et la diversification de l'économie nationale. Des budgets importants et conséquents ont été consentis pour la réalisation des projets structurants durant les trois dernières années. Ils ont atteint les 6500 milliards DA, soit l'équivalent de 48 milliards de dollars, a indiqué le directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat au ministère des Finances, Hadj Mohamed Sebaa. P 3



77^e ASSEMBLÉE MONDIALE
DE LA SANTÉ

Saihi met en exergue les efforts de l'Algérie

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a mis en exergue, mardi à Genève, les efforts consentis par l'Algérie pour promouvoir son système de santé en plaçant le patient au cœur de toute réforme dans le secteur et en élargissant la couverture sanitaire de proximité, indique un communiqué du ministère.

P 2

UNE PREMIÈRE CARGAISON
DE GNL LIVRÉE À LA CROATIE

Sonatrach à la conquête de l'Europe centrale



Dans le cadre de sa stratégie de diversification de ses exportations gazières, la Sonatrach a procédé à la livraison de sa première cargaison de GNL en Croatie, au niveau terminal de regazéification flottant de KRK en date du 22 mai 2024. Notre géant pétrolier fait montre d'audace et de compétitivité à l'international, et n'a jamais caché ses ambitions de s'étendre en Europe Centrale. Pour preuve en est le contrat de vente de gaz naturel via le gazoduc Enrico Mattei, conclu entre Sonatrach et la compagnie allemande VNG. Selon le PDG de Sonatrach, cette collaboration offre une opportunité prometteuse pour étendre les activités de Sonatrach en Europe centrale.

P 5

DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Faid appelle à l'adoption de mécanismes innovants

Le ministre des Finances et gouverneur de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Algérie, Laaziz Faid, a appelé, hier à Nairobi, à l'adoption de mécanismes "innovants" permettant d'attirer davantage le capital privé, afin de libérer l'immense potentiel du continent africain.

P 3

CASH ASSURANCES

**Un chiffre d'affaires
de près de 20 mds DA
en 2023** P 4

DÉVELOPPEMENT SOCIO-
ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

**Importance de poursuivre
le financement des projets
du gaz naturel** P 3

UNIVERSITÉ DE BOUMERDES

**40 sièges sociaux au
profit de startups** P 6

INDUSTRIE AUTOMOBILE
**Une délégation
de Stellantis chez
Aoun**

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, hier à Alger, une délégation du groupe automobile Stellantis conduite par M. Samir Cherfan, directeur des opérations Afrique et MENA du groupe, indique le ministère dans un communiqué. En effet, cette rencontre a permis aux deux parties d'aborder la situation actuelle de l'usine Fiat d'Oran et d'aborder la question des nouveautés dans le domaine de l'industrie automobile. Un exposé détaillé concernant ce projet a été présenté, affirme la même source, en faisant savoir qu'actuellement l'usine Fiat connaît une avancée dans la production des véhicules de marque Fiat 500 et Fiat Doblo. Quant à la capacité de production, elle sera augmentée avec le but d'atteindre l'objectif tracé pour produire 40.000 véhicules dès la fin de 2024 et 90.000 en 2026. Un autre exposé concernant la mise en œuvre des contrats d'approvisionnement signés avec fournisseurs pour augmenter le taux d'intégration. Un taux qui dépassera les 35% d'ici 2026 selon les responsables de Stellantis.

77^e ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Saihi met en exergue les efforts de l'Algérie

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a mis en exergue, mardi à Genève, les efforts consentis par l'Algérie pour promouvoir son système de santé en plaçant le patient au cœur de toute réforme dans le secteur et en élargissant la couverture sanitaire de proximité, indique un communiqué du ministère.

Synthèse Slimane T

Lors des travaux de la 77^e Assemblée mondiale de la santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), M. Saihi a mis en avant la stratégie efficace adoptée par l'Algérie pour promouvoir son système de santé, en plaçant le patient au cœur de toute réforme dans le secteur et en généralisant la couverture sanitaire de proximité, citant à titre d'exemple «le rapprochement de plusieurs unités de santé des populations en dehors des grandes villes et des agglomérations, dans le cadre du Plan d'action malade (PAM), qui comprend 28 objectifs et 143 activités sanitaires définies dans le temps», précise la même source. Le ministre de la Santé a affirmé, à cette occasion, que toutes les actions entreprises par l'Algérie «s'inscrivent dans le cadre des programmes de développe-



ment durable et de l'Agenda 2030, et ce, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui attache une grande importance au secteur de la santé». Il a également rappelé l'ensemble des démarches et programmes adoptés par l'Algérie en vue de «développer» son système de santé, où «de grands pas ont été franchis», a-t-il dit, en voulant pour preuves «la généralisation de la vaccination chez les enfants avec un taux de

couverture de 100% et la détermination des catégories nécessitant un suivi sanitaire».

Et d'ajouter que l'Algérie «assure aussi la vaccination aux ressortissants de plus de 13 nationalités étrangères au niveau de ses frontières, au titre de la coopération et de l'entraide interafricaines».

Le ministre a, par ailleurs, indiqué que l'Algérie souhaitait bénéficier du soutien de l'OMS pour le renforcement de ses capacités en la matière, dans le cadre du programme de vaccination 2030 et du programme de développement de la sécurité sanitaire de l'Agence nationale de sécurité sanitaire. M. Saihi n'a pas manqué de saluer, à cette occasion, les efforts de l'OMS pour «endiguer les épidémies, gérer les crises sanitaires et promouvoir la santé, notamment durant la crise du Covid», mettant en avant le soutien de l'Algérie aux différentes activités et actions de l'Organisation.

CULTURES STRATÉGIQUES

Raccordement d'une exploitation agricole au réseau d'électricité à El-Meniaâ

Une exploitation agricole dédiée au développement des cultures stratégiques, vaste de 850 ha, vient d'être alimentée en énergie électrique dans la wilaya d'El-Meniaâ, a-t-on appris mardi de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (sonel-

gaz-distribution). D'un montant d'investissement de 102 millions DA, cette opération qui s'inscrit au titre du programme de l'entreprise portant électrification de toutes les exploitations agricoles a nécessité la réalisation d'une ligne de 20 kilomètres et

l'installation de six transformateurs électriques d'une capacité de 160 KVA, lit-on dans un communiqué de la cellule de communication de la Sonelgaz. Intervenant lors de la mise en service de cette opération de raccordement, le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Ben-

malek, a salué les efforts de la Sonelgaz visant à venir en aide aux agriculteurs et contribuer ainsi à la réduction de la facture de consommation de carburant utilisé dans l'activité agricole. Le programme de la Sonelgaz prévoit également l'électrification, avant la fin de

l'année en cours, de nombreuses exploitations agricoles dans le but d'impulser le secteur agricole dans la région qui enregistre une extension remarquable en termes de surfaces agricoles.

SAISON ESTIVALE 2024

Une grande opération de camping au profit de 32.000 enfants

Une grande opération de camping au profit de 32.000 enfants, dont 30.000 résidant dans les wilayas du sud et de l'intérieur du pays, sera lancée sur initiative du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), à l'occasion des prochaines vacances scolaires d'été, a appris l'APS auprès du Directeur général de la jeunesse de ce département ministériel. A ce propos, Abdelwahid El Ayachi a fait savoir, en marge des assises nationales des cadres de la jeunesse, tenues dimanche et lundi à Oran, que "29 centres situés dans les différentes wilayas

du Nord du pays sont mobilisés pour accueillir les enfants concernés, parmi eux 2.000 enfants de la communauté algérienne à l'étranger". Le coup d'envoi de cette opération est fixé pour le 23 juin prochain, avec l'organisation de la première session, alors qu'elle sera clôturée le 3 septembre, soit quelques jours avant la rentrée scolaire au titre la saison 2024-2025, précise-t-on de même source. M. El Ayachi a assuré que tout est déjà prêt pour la réussite de l'opération, notamment sur le plan logistique, soulignant que des attestations ayant couronné les différentes

sessions de formation au profit des directeurs des centres d'accueil concernés et leurs staffs ont été délivrées aux concernés lors des assises nationales des cadres de la jeunesse. Par ailleurs, le même interlocuteur a indiqué que les pouvoirs publics œuvrent à renforcer le parc des établissements et autres équipements dédiés aux jeunes, qui comprend actuellement 2.934 unités, dont des auberges de jeunes, des centres de camping et des complexes de proximité, à travers tout le territoire national. Estimant que ce nombre d'équipements ne répond pas totale-

ment aux besoins de la jeunesse algérienne, il a informé que de nouveaux projets en la matière ont été lancés, "dont certains seront bientôt inaugurés, alors que d'autres sont en cours de réalisation". Parallèlement, le MJS a tracé une "stratégie intégrée" pour augmenter le nombre d'encadreurs en programmant plusieurs sessions de formation, qui devraient permettre d'atteindre l'objectif escompté, à savoir couvrir les établissements de la jeunesse "à un niveau satisfaisant, à l'horizon de l'année 2026", a-t-il expliqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DESTINÉS À LA RÉALISATION DE PROJETS STRUCTURANTS

48 milliards de dollars de financement public

L'Etat poursuit ses efforts pour stimuler la croissance et la diversification de l'économie nationale. Des budgets importants et conséquents ont été consentis pour la réalisation des projets structurants durant les trois dernières années. Ils ont atteint les 6500 milliards DA, soit l'équivalent de 48 milliards de dollars, a indiqué le directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat au ministère des Finances, Hadj Mohamed Sebaa.

Par Sirine R.

Il a souligné que les efforts d'investissement de l'Etat étaient constants et denses à la fois. Dans le détail, 1900 milliards DA alloués en 2021, 1900 milliards DA en 2022 et 2700 milliards DA en 2023, par contre, dans le budget 2024 prévoit, quant à lui, des autorisations d'engagements de dépenses d'investissement pour un montant de 2800 milliards DA. Ces efforts d'investissements démontrent, selon Sebaa, «l'importance qu'accorde l'Etat au financement de l'investissement pour favoriser une croissance constante de l'économie nationale». Dans ce contexte, le DG du Trésor a souligné que ces efforts d'investissements font partie intégrante du Plan d'action du Gouvernement et qu'ils ont pour finalité de stimuler la croissance économique, de promouvoir l'emploi, d'encourager les exportations et d'améliorer le bien être des citoyens. Evoquant les principaux projets structurants financés sur le budget de l'Etat, il a cité notamment le complexe de phosphate intégré, bénéficiant d'un montant de financement de 700 milliards de DA, le projet d'exploitation de la mine de fer Gara Djebilet avec un montant de 1014

milliards DA et la réalisation de sept stations de dessalement de l'eau de mer pour un montant de 206 milliards DA. Il s'agit également du projet d'équipements et d'extension du métro d'Alger avec un montant 1157 milliards DA, d'extension et des projets de développement des énergies renouvelables de 126 milliards DA et des projets de modernisation des réseaux ferroviaires, pour 2786 milliards DA. Ces efforts de financements publics s'ajoutent à ceux engagés aussi par la sphère financière et bancaire du pays, a fait observer l'intervenant, en précisant qu'à la fin avril 2024, l'encours des crédits d'investissements de la place bancaire avaient atteint 10.000 milliards DA. S'agissant de l'impact de ces efforts d'investissements de l'Etat, il a mis en avant le taux de croissance réalisé en 2023 qui était de l'ordre de 4,2%, en le considérant comme «le meilleur de la région nord-africaine» et confirmé par les derniers rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). «Pour l'année 2024, nous tablons sur le maintien de ce taux de croissance à 4% avec un Produit intérieur brut (PIB) de 35.000 milliards DA, soit l'équivalent de 255 milliards de dollars. "Nous projetons de réaliser les meilleurs taux de crois-

sance dans la région durant les trois prochaines années pour atteindre le niveau annoncé par M. le Président de la République, à savoir 400 milliards de dollars de PIB en 2026", a-t-il soutenu. Sebaa a fait état, en outre, d'intenses préparatifs au niveau des banques, sous la supervision des autorités du ministère des Finances et de la Banque d'Algérie, pour améliorer davantage les conditions d'octroi des crédits d'investissements aux acteurs économiques nationaux. A ce propos, il a mis en avant l'objectif fixé par les autorités du ministère de porter l'encours des crédits à l'investissement à plus de 12.000 milliards dans les trois prochaines années. Concernant la situation des entreprises publiques en difficulté financière, il a affirmé que les pouvoirs publics œuvraient à accompagner ces entreprises pour qu'elles puissent concevoir des plans de développement leur permettent de se redresser et d'émerger. En matière de bonification des taux d'intérêts par le Trésor, M. Sebaa a fait état d'un montant de bonification annuelle de 160 milliards de DA, dans le cadre de l'accompagnement des projets d'investissements, notamment dans le secteur du BTPH qui représente, selon lui, la moitié des crédits bonifiés.

DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Importance de poursuivre le financement des projets du gaz naturel

Le président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a souligné lundi à Nairobi, l'importance de poursuivre le financement des projets de gaz naturel qui demeure "fondamental" pour le développement socio-économique de l'Afrique. S'exprimant lors d'une conférence de presse à l'issue des travaux du premier jour des Assemblées annuelles du groupe de la BAD, M. Adesina a estimé que le gaz naturel restait une partie fondamentale du mixte énergétique du continent, et qui nécessitait davantage de financements. "L'Afrique a toujours besoin d'exploiter ses ressources. En plus, le gaz naturel joue même un rôle dans la réalisation des objectifs climatiques", a répondu le président de la BAD sur une question l'interpellant sur les efforts de cette institution pour adapter ses finances aux nouvelles exigences en matière d'environnement. Rappelant que 89% des financements de la BAD en matière d'énergie sont destinés aux renouvelables, M. Adesina a plaidé pour une approche "pragmatique" dans le financement qui tient en compte l'importance de la ressource gazière, nécessaire pour assurer à l'ensemble des po-

pulations africaines et aux secteurs productifs, l'accès à des infrastructures et aux services énergétiques. D'une manière plus globale, le premier responsable de la BAD juge impératif d'appuyer les efforts de développement et de valorisation des ressources naturelles pour réaliser une transformation structurelle des économies africaines, tout en favorisant une montée de l'Afrique dans les chaînes des valeurs mondiales. M. Adesina a cité, entre autres, le lithium, dont le continent renferme d'importants gisements, et qui sera destiné pour fabriquer des batteries, et tirer profit, ainsi, du marché mondial croissant des véhicules électriques grâce aux avantages comparatifs importants des pays africains dans ce domaine. Outre l'énergie et l'industrie, la transformation structurelle de l'économie africaine doit aussi passer par le développement de l'agriculture, "un secteur qui permet indéniablement à l'Afrique d'être le continent le plus compétitif au monde", a-t-il encore souligné. Toutefois, ces objectifs en matière de développement nécessitent de revisiter l'architecture financière mondiale avec une présence plus importante de l'Afrique au centre des décisions

pour mieux défendre ses intérêts vitaux, indique le président de la BAD. Selon lui, la configuration actuelle de l'architecture financière mondiale n'est pas en phase avec les besoins de financement et les réponses devant être apportées aux différents chocs. "La complexité et les anomalies du processus actuel font peser de graves risques sur les pays africains, dont 22 sont déjà en proie au surendettement", soutient-il. Les travaux des Assemblées annuelles du groupe de la BAD se poursuivront jusqu'à vendredi dans la capitale du Kenya, avec la participation de plus de 3.000 délégués venus discuter principalement de la réforme de l'architecture financière mondiale comme nécessité pour l'accélération de la transformation économique en Afrique. La délégation algérienne qui participe à cet événement, qui coïncide avec le 60e anniversaire de la création de cette institution financière panafricaine, est conduite par le ministre des Finances et gouverneur de la BAD pour l'Algérie, Laaziz Faïd, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

R.E.

DÉVELOPPEMENT
EN AFRIQUE

Faïd appelle à l'adoption de mécanismes innovants

Le ministre des Finances et gouverneur de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Algérie, Laaziz Faïd, a appelé, hier à Nairobi, à l'adoption de mécanismes "innovants" permettant d'attirer davantage le capital privé, afin de libérer l'immense potentiel du continent africain. «Nous devons développer des mécanismes innovants pour mobiliser le capital privé. Cela implique de créer des instruments financiers et des garanties pour encourager les investissements privés notamment dans des secteurs à haut risque», a indiqué M. Faïd qui s'exprimait lors du Dialogue des gouverneurs de la BAD, tenu dans le cadre des Assemblées annuelles 2024 de cette institution financière africaine. Soulignant l'importance des besoins de financements de l'Afrique et la complexité des défis auxquels font face ses pays dans le contexte des changements climatiques, la pauvreté et la faible diversification économique, le ministre a estimé que «malgré les efforts déployés, l'investissement privé reste insuffisant et les investisseurs hésitent en raison de perceptions de risques». En effet, «même si l'Afrique regorge de potentiel, celui-ci est trop souvent perçu sous le prisme du risque plutôt que de l'opportunité», soutient-il. Pour inverser cette tendance, M. Faïd a souligné l'importance d'adopter plusieurs mesures par les pays africains en améliorant le climat des affaires à travers la simplification des procédures administratives, la lutte contre la corruption, le renforcement de la sécurité juridique, la protection des investisseurs et le développement de systèmes fiscaux attractifs. «En outre, il est impératif d'investir davantage dans les infrastructures pour stimuler la croissance économique, et créer un environnement propice à la promotion du partenariat public-privé en favorisant les collaborations entre les deux secteurs pour la conception et la mise en œuvre de projets de développement», préconise-t-il. «Les pays du continent doivent également mieux promouvoir leurs opportunités d'investissement, partager les expériences réussies et encourager l'accès aux technologies et à l'innovation», ajoute M. Faïd. Evoquant le rôle de la BAD dans ce processus, le ministre a estimé que les défis «sans précédent» auxquels le monde est confronté aujourd'hui imposent «une adaptation stratégique». Pour lui, la BAD devrait se positionner comme un acteur clé de la transformation économique de l'Afrique, en promouvant une croissance inclusive et durable, notamment à travers le développement d'un secteur privé plus solide. A noter que les Assemblées annuelles du groupe de la BAD, qui ont débuté hier lundi, sont marquées par la participation de plus de 3.000 délégués venus discuter principalement de la réforme de l'architecture financière mondiale comme nécessité pour l'accélération de la transformation économique en Afrique. La délégation algérienne à cet événement, qui coïncide avec le 60e anniversaire de la création de cette institution financière, est conduite par M. Faïd, en qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

GENDARMERIE
NATIONALE
**Démantèlement
d'un réseau criminel
et saisie de plus de
7000 comprimés
psychotropes à Blida**

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) relevant de la wilaya de Blida ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de comprimés psychotropes, et saisi plus de 7740 comprimés psychotropes et plus de deux (2) milliards de centimes, a indiqué mardi un communiqué de la GN. Selon la même source, "l'opération intervient après exploitation d'informations parvenues aux éléments du groupement territorial de la GN de Ain Romana, concernant deux individus à bord d'un véhicule touristique en provenance d'Alger, en possession d'une quantité considérable de comprimés psychotropes". Après une fouille minutieuse du véhicule, des comprimés psychotropes ont été retrouvés, soigneusement cachés sous le capot, a ajouté le communiqué. Cinq (5) suspects, âgés entre 28 et 44 ans, ont été interpellés pour trafic de stupéfiants (comprimés psychotropes) dans le cadre d'un groupe criminel organisé, avec saisie de 7740 comprimés psychotropes de type "Pregabaline 300mg", et une somme d'argent provenant des revenus de ce trafic, estimée à 2 milliards 661 millions de centimes, en sus de 50 Pesos (monnaie nationale du Mexique), un permis de conduire falsifié, 5 téléphones portables, deux véhicules touristiques et un véhicule utilitaire. Les mis en cause seront présentés devant le Procureur de la République, près le tribunal d'El Affroun, conclut le communiqué.

EXPORTATIONS DE MÉDICAMENTS

80 millions de dollars en 2024

Les exportations de médicaments devraient atteindre 80 millions de dollars à la fin de l'année en cours, parallèlement à la baisse de la facture d'importation, selon les prévisions du secteur, a affirmé lundi à Alger le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. Invité du Forum de la chaîne I de la Radio nationale, M. Aoun a indiqué que la valeur des exportations de médicaments "connaîtra un saut qualitatif pour atteindre les 80 millions de dollars vers la fin de l'année 2024", ajoutant que la valeur des importations de médicaments avait atteint 1,2 milliards de dollars en 2023, contre 4 mds en 2022. Ces résultats ont été rendus possibles, grâce à la production locale qui couvre 72% des besoins nationaux, selon le ministre qui a précisé que ce taux serait revu à la hausse pour atteindre les 80% vers la fin de l'année 2024. Il a indiqué que la demande locale en médicaments

contre le cancer et ceux destinés au traitement des maladies chroniques sera couverte à 60%, grâce aux projets lancés dans ce cadre. Le ministre a mis en exergue l'importance du contrôle des marges bénéficiaires des fabricants, des distributeurs et des pharmaciens, soulignant que "tous les médicaments fabriqués en Algérie sont de très bonne qualité". D'autre part, M. Aoun a évoqué le dossier de l'industrie automobile, indiquant que "toutes les facilitations" ont été accordées pour la l'implantation d'usines de fabrication automobile en Algérie, soulignant que dans trois ans "il y aura une abondance de l'offre". Le ministre a indiqué qu'un "véritable programme" de construction automobile sera lancé en Algérie, avec un passage progressif du montage à la fabrication de véhicules, indiquant que les marques qui ont intégré le marché algérien sont celles qui veulent "réellement investir", conclut le ministre.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ACCORD SONATRACH-EXXONMOBIL

Promotion du partenariat entre les compagnies internationales et l’Afrique

La Chambre africaine de l'énergie a salué le protocole d'accord, conclu jeudi dernier, entre Sonatrach et la compagnie américaine ExxonMobil portant sur le développement en partenariat des ressources en hydrocarbures des bassins d'Ahnet et du Gourara, soulignant l'importance d'un tel partenariat dans la promotion de la collaboration entre les compagnies pétrolières internationales et les pays africains. Signé à Alger en présence du Pdg du groupe, Rachid Hachichi, et des cadres du groupe et d'une délégation de la compagnie américaine ExxonMobil, cet accord "représente une étape importante dans le secteur énergétique algérien, mettant en évidence des progrès substantiels et de nouvelles opportunités d'investis-

sement. Les deux parties donneront la priorité aux avancées technologiques et à l'adoption des meilleures pratiques en matière de développement durable et de protection de l'environnement", indique cette association basée à Johannesburg (Afrique du Sud). Ces partenariats "sont essentiels pour libérer le vaste potentiel énergétique de l'Afrique" affirme encore la Chambre, notant que l'accord qualifié d'"historique" entre les deux compagnies permettra "d'améliorer l'efficacité de l'exploration, d'optimiser les processus de production, de garantir des pratiques d'utilisation durable des ressources et de tirer parti de la vaste expérience de la société et de ses antécédents en matière de gestion de projets énergétiques complexes dans

toute l'Afrique". "Le partenariat entre l'Algérie et Exxon-Mobil marque un tournant dans le paysage énergétique du pays. Cela souligne le potentiel de collaboration entre les nations africaines et les sociétés pétrolières internationales pour débloquer les ressources énergétiques et, en fin de compte, favoriser le développement durable et éliminer la pauvreté énergétique sur le continent", a déclaré NJ Ayuk, président exécutif de la Chambre, cité dans un communiqué. "En forgeant de tels partenariats, l'Algérie s'assure non seulement l'accès à des technologies et à une expertise de pointe, mais se positionne également en tant qu'exportateur régional de gaz vers les pays européens", a-t-il ajouté.

CASH ASSURANCES

Un chiffre d'affaires de près de 20 mds DA en 2023

La Compagnie "Cash Assurances" a clôturé l'exercice 2023 avec un chiffre d'affaires près de 20 milliards de dinars (mds DA), en progression de 6% comparativement à 2022, alors que le marché national des assurances n'a évolué que de 3,5 %, durant la même période, indique un bilan de la compagnie. L'Entreprise "a conservé son rythme de croissance soutenu et profitable, pour la cinquième année de suite, à la faveur de la dynamique qu'elle avait enclenchée depuis 2019, malgré le ralentissement qu'a connu le marché, avec une moyenne de moins de 4 %

de progression sur les cinq dernières années", a précisé la même source. Avec 14 % de part de marché, en progression d'un demi-point comparativement à 2022, "CASH Assurances consolide sa position de 3ème assureur sur le marché national des assurances, avec à la clé une évolution ayant touché l'ensemble des branches, dont un pic de 16 % pour les risques liés à la construction et dommages aux biens", a-t-elle expliqué. Tout en consolidant sa position de "leader dans les branches construction et énergie, avec 30 % de parts de marché", CASH Assurances a renforcé sa position "de 2ème plus grande compagnie d'assurance des risques incendie et évène-

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 Mai 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة		المنتجات
DA / Kg			دج / كلف		
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	77	90	64	البطاطا
	Tomate	80	92	69	الطماطم
	Oignon sec	90	98	81	البصل الجاف
	Ail sec	412	473	351	الثوم الجاف
	Ail vert	109	123	95	الثوم الأخضر
	Carotte	70	79	62	الجزر
	Navet	96	106	85	لفت
	Petit pois	241	263	219	الجبلة
	Fève verte	109	121	97	القول الأخضر
	Courgette	91	101	80	الكوسة
	Haricot vert	230	253	207	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	124	138	110	الخس
Fruits frais	Pomme locale	449	563	335	التفاح المحلي
	Datte	536	653	419	التمر
	Orange	186	232	141	البرتقال
	Citron	163	181	145	الليمون
	Banane	350	364	336	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1703	1832	1574	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	330	343	317	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	101	87	حليب البقر (لتر)

UNE PREMIÈRE CARGAISON DE GNL LIVRÉE À LA CROATIE

Sonatrach à la conquête de l'Europe centrale

Dans le cadre de sa stratégie de diversification de ses exportations gazières, la Sonatrach a procédé à la livraison de sa première cargaison de GNL en Croatie, au niveau terminal de regazéification flottant de KRK en date du 22 mai 2024. Notre géant pétrolier fait montre d'audace et de compétitivité à l'international, et n'a jamais caché ses ambitions de s'étendre en Europe Centrale. Pour preuve en est le contrat de vente de gaz naturel via le gazoduc Enrico Mattei, conclu entre Sonatrach et la compagnie allemande VNG. Selon le PDG de Sonatrach, cette collaboration offre une opportunité prometteuse pour étendre les activités de Sonatrach en Europe centrale.

Par Réda Hadi

Le groupe Sonatrach est bien positionné pour défendre sa part de marché, d'autant qu'il joue un rôle significatif dans l'industrie gazière mondiale, en réalisant ses engagements envers tous ses clients, même dans les circonstances de crise, ce qui renforce davantage sa position de fournisseur crédible et fiable. Et les premières livraisons de gaz naturel à l'Allemagne via le gazoduc Enrico Mattei, sont un premier pas qui ouvre de nouvelles perspectives d'exportations pour l'Algérie qui compte étendre ses activités en Europe centrale, en plus du renforcement de sa position sur son marché traditionnel du sud de l'Europe. D'ailleurs pour renforcer sa position de leadership et conquérir des parts en Europe centrale, le groupe Sonatrach a procédé, lundi 27 mai 2024, au siège de la Présidence de la République, à la signature d'un accord avec la société slovène Geoplin. Cette cérémonie s'est déroulée sous la supervision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et du Premier ministre de la République de Slovénie, Robert Golob, indique un communiqué de Sonatrach. Cet accord, négocié dans le cadre du contrat d'achat et de vente de gaz naturel

liant les deux sociétés, porte sur l'accroissement des quantités de gaz naturel acheminées vers la Slovénie via le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie. Et pour mieux asseoir sa stratégie, le groupe Sonatrach a annoncé le 23 mai avoir signé un « protocole d'accord » avec le géant américain ExxonMobil en vue du développement des ressources en hydrocarbures dans deux gisements gaziers du sud de l'Algérie. Aussi, il est prévu par ce groupe un investissement d'une valeur de 8,8 milliards de dollars américains au cours de l'année en cours, d'un portefeuille d'investissement algérien total de 50 milliards de dollars s'étalant sur quatre ans jusqu'en 2028 aux secteurs de la prospection, l'exploration et la production, qui représente 71% de l'investissement total, le secteur du raffinage et de la pétrochimie de 18%, puis le secteur de la liquéfaction et de la séparation de 5%, et enfin le secteur du transport par pipeline de 4%. Le PDG de Sonatrach a déclaré que les exportations de gaz par pipelines vers l'Europe s'élevaient à 35 milliards de mètres cubes en 2023. Il a ajouté : "En ce qui concerne le gaz, nous avons l'intention de continuer à développer notre potentiel dans ce domaine afin de fournir des volumes supplémentaires de gaz naturel sur les marchés nationaux et internationaux, et

notamment sur le marché européen. En outre, « grâce aux efforts déployés pour développer nos capacités de production, nous prévoyons d'approvisionner le marché avec plus de 110 milliards de mètres cubes par an, au cours des cinq prochaines années ». Il a ajouté que l'Algérie dispose d'une grande capacité de production de gaz naturel liquéfié, qui s'élève à 56 millions de mètres cubes, ce qui lui permet d'approvisionner ses clients dans le bassin méditerranéen, en Europe de l'Ouest et du Nord, et en Asie, mais à condition que les circonstances commerciales et opérationnelles le permettent, puisque l'entreprise s'y appuie principalement sur une importante flotte de 7 pétroliers à gaz naturel liquéfié. Il est utile de rappeler que dans la cadre de sa stratégie, cette première cargaison à la Croatie, est le fruit d'une étroite collaboration menée avec les parties prenantes en Croatie depuis la mise en service de ce terminal en 2021, en vue de réunir les conditions nécessaires à sa réalisation. Une partie du gaz regazéifié sera acheminée vers la Hongrie à travers le réseau gazier croate, ce qui permet à Sonatrach d'approvisionner, pour la première fois, ces deux pays en gaz naturel. Ainsi ce groupe compte accroître d'avantage ses exportations vers cette région consolidant ainsi

son rôle central dans la sécurité des approvisionnements de l'Europe. Sonatrach, s'est donné les moyens de ses ambitions, et consolider sa position au niveau mondial en signant un contrat stratégique avec un consortium international composé de Baker Hughes, NuovoPignone International Srl et Tecnimont SPA. Le projet vise à augmenter la production de gaz du gisement de HassiR'Mel, le plus grand d'Algérie et d'Afrique, dès 2026. Cet objectif double répond à la fois à la demande croissante en gaz naturel en Algérie et renforce la position du pays en tant que fournisseur de gaz naturel clé pour l'Europe. Conscient des enjeux actuels et de la nouvelle donne géostratégique, le groupe Sonatrach conscient de ses potentialités et de ses capacités, s'attelle actuellement à l'adaptation de sa stratégie marketing dans le domaine gazier aux exigences de la concurrence croissante du marché mondial. Et par le fait, il modifie sa stratégie commerciale au vu des mutations survenues au niveau du marché mondial. Avec cette nouvelle stratégie, si le monde change, Sonatrach aussi. Avec le sérieux dont a fait montre la Sonatrach, l'Algérie demeurera le fournisseur préféré des pays européens, mais pas que, notamment grâce aux pipelines garantissant le raccordement direct aux clients.

HOMMES D'AFFAIRES

Zitouni appelle à la création d'un conseil tripartite algéro-tuniso-libyen

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé, lundi à El Tarf, les opérateurs économiques participant au 1er Salon national des produits algériens à "étudier la possibilité de mettre en place un conseil tripartite d'hommes d'affaires algéro-tuniso-libyen pour consolider les relations économiques entre ces trois pays frères". Les hommes d'affaires algériens, tunisiens et libyens "sont invités à mettre en place un conseil tripartite qui constituerait une plateforme favorisant un climat d'affaires et des opportunités d'investissements directs et indirects dans chaque pays", a indiqué le ministre dans un discours prononcé au cours d'une rencontre avec les opérateurs économiques des wilayas d'El Tarf et d'Annaba, ainsi que des hommes d'affaires des gouvernorats tunisiens de Beja, de Jendouba et du Kef et leurs homologues libyens, dans la grand auditorium de l'Université "Chadli Bendjedid". La plateforme en question serait également un mécanisme efficient pour promouvoir les échanges commerciaux, tout en intensifiant l'organisation de conférences et d'expositions afin de tisser des partenariats fructueux pour promouvoir les échanges commerciaux et économiques bénéfiques aux trois pays. M. Zitouni a ajouté, à cette occasion, que son département ministériel "s'est employé à

la formation d'un groupe de travail dont la tâche principale est de prendre des mesures et de les suivre pour surmonter les difficultés qui entravent la circulation des marchandises entre les trois pays, et d'explorer les moyens d'augmenter le volume des échanges commerciaux, tout en accélérant la mise en place de zones communes de libre-échange". "Ce qui unit nos trois pays, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, doit pousser le rythme du commerce interrégional au plus haut niveau, ouvrant la voie à la réalisation d'infrastructures communes pour le développement des zones frontalières, et poser des bases solides pour l'intégration économique sur laquelle les pays du monde misent pour faire face à tous les défis régionaux", a-t-il encore déclaré. La Chambre algérienne de commerce et d'industrie a été "chargée d'organiser un forum pour les hommes d'affaires algériens et leurs homologues des deux pays frères afin de développer des perspectives de coopération économique, d'établir des partenariats et d'activer des conseils d'affaires conjoints, en particulier dans les communes frontalières qui constituent l'espace le plus approprié pour réaliser les aspirations des opérateurs économiques à des partenariats commerciaux prometteurs", a également souligné M. Zitouni. Les hommes d'affaires algériens et leurs homologues libyens et tunisiens devront "bénéficier de leur apparte-

nance aux espaces économiques régionaux et des privilèges fiscaux et des exonérations fiscales qu'ils offrent pour faire progresser la coopération conjointe comme la grande zone arabe de libre-échange et la zone de libre-échange continentale africaine", a-t-il ajouté. Le ministre du Commerce a déclaré, d'autre part, que les mutations économiques "pousseront à la concrétisation de la volonté commune d'établir une intégration économique régionale qui renforce le poids et la force des trois pays à l'avenir, en particulier face aux partenaires internationaux qui doivent nous considérer en tant que pays actifs, prospères et influents, et non plus en tant que consommateurs". M. Zitouni a également salué les efforts du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "relancer les efforts d'intégration régionale avec nos frères du Maghreb et des pays du Sahel afin d'incarner la volonté politique commune d'approfondir la coopération régionale et le partenariat économique dans sa dimension stratégique". Pour rappel, le ministre, accompagné du wali d'El Tarf, Mohamed Meziane, avait supervisé une opération d'exportation de panneaux de bois aggloméré vers la Tunisie, avant de visiter, dans la commune de Chatt, une unité de transformation de tomates industrielles.

R E.

RÉALISATION DE 12 CENTRES DE STOCKAGE DE CÉRÉALES À MÉDÉA

Les procédures de lancement du projet «finalisées»

Les procédures de lancement du projet de réalisation de douze (12) centres de stockage de proximité de céréales à travers les communes de Médéa sont "finalisées", a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. L'étude de réalisation de douze centres de stockage de proximité de céréales d'une capacité unitaire de 50.000 quintaux est terminée et les cahiers des charges relatifs à ce projet sont validés, ce qui permettra de passer à la phase d'exécution de ces nouvelles structures appelées à renforcer les capacités de stockage dans la wilaya, a-t-on expliqué. Ces nouveaux centres de stockage de proximité sont implantés au niveau des communes de Ain-Boucif, Chellalet-el-Adhaoura, Ouamri, Chahbounia, Souagui, Azziz, Derrag, Oum- Djellil, Ain-Ouksir, Bouskène, El-Azzizia et Tablat, précise la même source. Une fois matérialisées, ces structures de stockage de proximité vont assurer une capacité de stockage supplémentaire de l'ordre de 600.000 quintaux de céréales et faciliter les opérations de collectes de la production de céréales durant les campagnes de moissons-battage, a-t-on ajouté. Le parc de stockage relevant de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Berrouaghia est composé de vingt-quatre (24) points de stockage totalisant une capacité 1.240.000 qx, selon les chiffres fournis par les responsables de cette coopérative.

TLEMCCEN

Ouverture de la 4e édition du salon national de la photographie

Le coup d'envoi de la quatrième édition du salon national de la photographie, placée sous le slogan "Mon identité à travers le zoom", a été donné lundi soir à la maison de la culture "Abdelkader Alloula" de Tlemcen. Cette manifestation culturelle, organisée par le Centre des arts et des expositions de Tlemcen, expose une vingtaine de photos d'habits et de joaillerie traditionnels au hall "AbdelhalimHemch" de l'établissement culturel sus-indiqué. Elle enregistre la participation de 20 photographes des wilayas de Tlemcen, Ghardaïa, Laghouat, Adrar, Setif et Annaba, a indiqué, à l'APS, la directrice Centre des arts et des expositions de Tlemcen, Samira Embouazza. Le salon qui s'étalera jusqu'au 30 mai courant, qui suscite l'engouement d'un nombre considérable de photographes professionnels et amateurs, a pour objectif de faire connaître, notamment, les techniques de prise de photos. Il est prévu, dans le cadre de cette manifestation, l'organisation d'ateliers sur le publi-reportage photographique, rassemblant des académiciens et de détenteurs de pages sur les réseaux sociaux consacrées à la photo, ainsi qu'un autre atelier dédié à l'habit et à la joaillerie traditionnels et les sites archéologiques de Tlemcen, selon la même source. En marge du salon, le programme prévoit un concours national de la meilleure photo mettant en exergue l'habit et la joaillerie traditionnels.

GHARDAIA

Deux hectares de végétation détruits par un incendie

Plus de deux (2) hectares de touffes de végétation sèches et de broussailles ont été détruits par un incendie qui s'est déclaré samedi après-midi dans le lit de l'oued M'Zab au niveau de la localité d'El Ateuf, 7 Km de Ghardaia, a-t-on appris dimanche auprès des services de la Protection civile (PC) de la wilaya. Pour circonscrire le feu qui s'est propagé dans le lit de l'oued et ravagé des herbes sèches ainsi qu'une dizaine de palmiers, les services de la PC de l'unité d'El Ateuf et Ghardaia ont dû mobiliser, durant plus de trois heures, un important dispositif humain et matériel anti-incendie pour maîtriser ce feu et éviter les départs de feux vers les habitations ou d'autres palmeraies, a-t-on précisé. Les causes de cet incendie maîtrisé par l'intervention rapide des sapeurs-pompiers, appuyé par les éléments de forestiers demeurent inconnues, ajoute-t-on de même source.

UNIVERSITÉ DE BOUMERDES

40 sièges sociaux au profit de startups

Une quarantaine de sièges sociaux ont été distribués par l'incubateur d'entreprises scientifiques et technologiques de l'université "M'hamedBougara" de Boumerdes au profit de promoteurs de startups ayant déposé un brevet d'invention et obtenu le "label projet innovant", a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Les bénéficiaires de ces sièges sociaux ont déposé un brevet d'invention et ont obtenu le "label projet innovant" dans le cadre de l'arrêté ministériel 12/75, portant sur le mécanisme "un diplôme /une startup, un diplôme/un brevet", visant à aider et accompagner les diplômés des établissements d'enseignement supérieur ayant transformé leurs projets innovants en startups, a indiqué, à l'APS, le directeur de l'incubateur, Samir Lacheheb, en marge d'un workshop organisé en présence d'étudiants et de promoteurs de startups et d'idées innovantes. Il a ajouté que cette opération de distribution de sièges est la 2ème du

genre après celle de l'année dernière ayant porté sur la distribution de dizaines de sièges similaires. "L'opération se poursuivra en fonction de la disponibilité de ce type d'espaces, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université", a-t-il précisé. Ces sièges sociaux, équipés de tous les moyens nécessaires, à l'initiative de l'incubateur et sous la supervision de l'université, sont destinés à "encourager et aider les promoteurs de ces projets et startups à concrétiser leurs idées et projets dans un environnement scientifique favorable", a souligné le même responsable. Les projets bénéficiaires de ces sièges concernent différents domaines d'acti-

tivité, dont la sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique, et visent divers objectifs répondant aux exigences de développement local, régional et national, selon la même source. Il est à noter que depuis 2023, 24 brevets d'invention et 15 labels "projet innovant" ont été décernés par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, a des projets incubés par l'université de Boumerdes, ouvrant droit, pour leurs promoteurs, à un accompagnement du Fonds algérien des startups (Algerian Startup Fund) pour l'obtention de nombreux avantages, dont un financement pour leurs projets.

OUARGLA

Nécessité de lutter contre le phénomène de la triche

Les participants à une journée d'étude sur les crimes commis durant les épreuves scolaires finales, cycles moyen et secondaire, tenue, lundi dans la wilaya de Ouargla, ont mis en avant la nécessité de lutter contre le phénomène de la triche pour préserver

la crédibilité et la probité des examens et consacrer le principe de l'égalité des chances. S'exprimant à ce titre, le président de la Cour de justice de Ouargla, Omar Mouni, a souligné que la lutte contre le phénomène de la triche aux examens, ayant pris de l'ampleur ces der-

nières années par l'exploitation des nouvelles technologies, requiert l'intervention et la conjugaison des efforts des divers instances et acteurs de la société en vue de conscientiser les scolarisés candidats sur la protection de l'honnêteté de l'opération pédagogique. La représentante

de la direction de l'éducation de la wilaya de Ouargla, Souad Bousaïd, a, pour sa part, passé en revue un arsenal de procédures prises par le ministère de l'éducation nationale pour endiguer le phénomène de la triche aux épreuves finales des paliers moyen et secondaire.

SKIKDA

Projet de réalisation d'un réseau d'assainissement

Le projet de réalisation du réseau d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales à une station de relevage de la cité MerdjEddib au centre-ville de Skikda sera réceptionné en "août prochain", apprend-on lundi des services de la wilaya. Le taux d'avancement des travaux du projet lancé mars passé avec un délai de

réalisation de cinq mois est actuellement de 30%, selon la même source qui a mis l'accent sur l'importance de ce projet qui permettra de protéger la partie basse de la ville de Skikda contre les risques d'inondations et d'assurer la sécurité des personnes et des biens. La wali, HouriaMedahi, avait récemment

appelé à accélérer la cadence des travaux pour livrer ce projet dans les délais contractuels et à respecter les normes de qualité, préconisant à l'entreprise de réalisation de recourir au système de travail par équipes et de renforcer le chantier par les moyens nécessaires, selon la même source.

RELIZANE

Appel à intensifier les campagnes de prévention

Les participants à une rencontre ayant pour thème "Lutte contre les crimes de fraude commis lors des examens de fin d'année des cycles moyen et secondaire", organisée lundi à Relizane, ont appelé à intensifier les campagnes de prévention et à la sensibilisation anticipative, ainsi qu'à fédérer les efforts des partenaires sociaux, afin d'éradiquer la fraude dans les examens. Les intervenants dans cette rencontre, organisée au niveau de la salle des conférences de la Cour de Relizane ont, d'autre part, appelé à inten-

sifier les actions de sensibilisation au sein des écoles, des mosquées, par le biais de la Radio locale, ainsi que par le biais des réseaux sociaux, afin, ont-il soutenu, "d'éradiquer ce fléau". Dans son intervention, le président de la Cour de Relizane, Djilali Bouterfas, a mis en relief "l'approche adoptée par le législateur algérien pour lutter contre les comportements de fraude dans les examens, par la valorisation de l'action préventive et par la sensibilisation, en rappelant les dommages induits par le comportement de fraude dans les examens et les sanctions pénales dé-

finies par la loi". Le directeur de l'Education de la wilaya de Relizane, Ahmed Chekalil, a déclaré que "le secteur de l'Education accorde un intérêt particulier afin de garantir le déroulement des examens dans les meilleures conditions, particulièrement lorsqu'il s'agit de faire face et de combattre le phénomène de la fraude, à travers la sensibilisation des encadreurs des centres d'examens, parallèlement à la sensibilisation des candidats, dans l'optique d'éviter "triche" et en portant à leur connaissance les sanctions qu'ils encourrent.

Pourquoi l'UE doit laisser Dubaï sur la liste noire des paradis fiscaux

En mars dernier, alors que la Commission européenne proposait le retrait des Emirats arabes unis de la liste des pays à haut risque de blanchiment, le Parlement européen a refusé dans un vote inédit de céder à ses désirs. Probablement à renforts d'un lobbying acharné, Abu Dhabi avait réussi à convaincre l'instance européenne de sa bonne foi et de ses efforts accomplis pour lutter contre l'argent sale. Mais les députés européens ont dit niet le 22 avril dernier. Parce que Dubaï entre autres, pour ne citer que cet émirat-là, pose un sérieux problème de transparence.

Par Sébastien Boussois (*)

C'est un secret de Polichinelle depuis plusieurs années mais qui n'a de cesse d'éclabousser à chaque fois les Emirats arabes unis, un de nos principaux alliés géostratégiques au Moyen-Orient. D'une goutte dans le désert à une véritable oasis de béton, Dubaï est devenue en moins de 40 ans le rendez-vous interlope incontournable du monde entier de la finance, de l'immobilier et du tourisme.

Un nouveau consortium de 70 médias internationaux vient de sortir une nouvelle étude accablante sur la manière dont la confédération émiratie fermait les yeux sur le blanchiment d'argent, la spéculation immobilière et le détournement des sanctions internationales contre certains pays sensibles comme la Russie.

« Dubaï unlocked »

Le projet éditorial baptisé « Dubaï unlocked » révèle la manière dont Dubaï est devenu un attrape-tout financier, qui se contrefout de l'origine des fonds qui viennent l'inonder chaque jour depuis des années. Influenceurs, footballeurs, anciens dirigeants politiques corrompus, oligarques russes sous sanctions, magnats de l'immobilier sans foi ni loi, criminels en col blanc, hommes d'affaires accusés de financer le terrorisme, affluent dans ce confetti géographique pour venir s'y réfugier et y placer leurs capitaux moisissés. Du secret financier, à une taxation très basse, tout est fait pour attirer l'argent sale qui sera majoritairement blanchi dans l'immobilier. On peut en réalité s'interroger sur l'explosion de l'immobilier à Dubaï qui n'a nulle pareille dans la région, et sur la manière dont tout cela a pu être monté en si peu d'années, lorsque l'on revoit encore les images de la ville dans les années 80. On est passé d'une mer de sable à une marée de béton avec des propriétaires immobiliers venus du monde entier. Revenons sur ce qui s'est passé ces dernières années aux Emirats en matière économique.

Une histoire ancienne

Les Occidentaux qui adorent Dubaï en oublient souvent volontairement le blan-



chiment d'argent, la prostitution, la drogue et l'accueil d'individus peu fréquentables. Des « réfugiés politiques » qui sont condamnés dans leurs propres pays tels que Pervaz Musharraf, l'ancien président pakistanais, Mohammed Dahlan, l'éternel opposant palestinien à Mahmoud Abbas, ou encore nombre d'anciennes élites afghanes corrompues qui ont vidé en vingt ans l'Afghanistan des capitaux qui auraient dû servir à la construction d'un État viable. Le rapprochement officialisé ces derniers mois entre Mohammed ben Zayed (MBZ), président des EAU, et Bachar al-Assad, président de la Syrie, ainsi que l'arrivée de nombreux jets privés d'oligarques russes voulant mettre à l'abri leur fortune en dépit des sanctions, prouvent à quel point, une fois encore, les EAU se fichent de la législation internationale en matière financière et des sanctions internationales. L'argent n'a pas d'odeur et c'est tant mieux pour la confédération. Dès février 2022, des avions avaient fait la liaison de la Russie vers le Golfe, et ce depuis que Vladimir Poutine a haussé le ton auprès des oligarques qui commençaient à ronchonner contre le conflit en Ukraine. L'argent n'a pas d'odeur, on le sait. Et Dubaï ne refuse jamais une main qu'on lui tend, surtout lorsqu'elle est pleine de dollars. À tel point qu'aux Emirats, il n'y a aucune loi de transparence financière obligeant à déclarer l'origine des fonds que l'on vire sur place. Tout est vraiment fait pour simplifier la vie du nouveau arrivant.

Ceci est un exemple parmi tant d'autres de l'opacité totale dans laquelle Abou Dhabi mène ses affaires, déjà considéré

comme un paradis fiscal phénoménal dans la région, entrant et sortant régulièrement des listes noires de l'Union européenne, et menant des opérations financières en permanence à la limite de la légalité. Les affaires se succèdent, et pourtant, les EAU restent l'un de nos partenaires économiques privilégiés, pour nos armes, pour lutter contre le terrorisme, se battre contre l'islam politique, et continuer à nous permettre de croire qu'ils sont le meilleur exemple de modèle de développement dans la région. Or, tout est loin d'être aussi clair : c'est même devenu une religion, celle de l'obscurantisme monétaire. D'autres faits plus anciens encore : en mai 2018, l'affaire des « Dubaï Papers » avait secoué la ville en révélant l'existence sans scrupules d'années de pratiques financières douteuses et un système de paradis fiscal, contre lequel Abou Dhabi s'érigera un temps, en s'appuyant notamment sur le secteur militaire et énergétique pour sécuriser son économie et non le blanchiment. Mais en réalité, la contagion a gagné toute la confédération. Un rapport du Conseil de l'Europe met en évidence les principales vulnérabilités des mesures de Monaco contre le blanchiment d'argent et le pays risque d'être placé sous la surveillance intense du mécanisme de contrôle international du Groupe d'action financière (GAFI). Sur le front émirato-russe, tout baigne : des centaines de sociétés russes ont été créées depuis un an en contournant les sanctions occidentales. Les oligarques bannis de leur pays d'origine pullulent et continuent à faire affaire et entretenir leur fortune. Les investissements dans le domaine de l'immobilier sont légion. Alors

que Dubaï est devenue la plaque tournante mondiale de l'art du détournement des sanctions internationales, ce sont la Russie et la Syrie qui en profitent sans complexe. Face à de tels agissements, des mesures de rétorsion ont-elles été prises par les États-Unis contre les EAU ? Non, rien, même si Washington commence à sérieusement s'agacer du comportement d'Abu Dhabi. Depuis quelques mois, Washington tente timidement de négocier avec Dubaï pour mettre un terme à ce business. Alors que les Emirats arabes unis sont devenus un hub d'exportation vers une économie russe sous sanctions, le Trésor américain tente de trouver un accord avec les douanes de Dubaï pour arrêter ce commerce. Le pire est qu'il en est de même sur le volet syrien. Les exportations émiraties à destination de la Syrie ont continué d'augmenter en 2018 pour atteindre 1,5 milliard USD, bien que cette croissance soit principalement imputable aux produits chinois transitant par Dubaï et renommés de la sorte aux Émirats arabes unis afin de bénéficier des avantages de l'accord de la zone de libre-échange arabe (GAFTA). Aujourd'hui, 240 000 Syriens vivent aux EAU et y opèrent essentiellement dans la construction, les médias, la santé et le tourisme. La boucle est bouclée au moment où tous les médias sont focalisés sur l'Ukraine et l'embourbement russe. MBZ tisse sa toile et se rêve en grande puissance régionale et mondiale. L'Union européenne continue de résister en montrant du doigt des pratiques illégales venant de la confédération émiratie, alors que nos échanges commerciaux avec ne se sont jamais portés aussi bien. Certes, les Émirats sont « nos amis », coopérant en matière de sécurité militaire et de lutte contre le terrorisme, et surtout en matière de sécurité énergétique pour les Occidentaux. Cela vaut bien un léger silence. Mais ce deux poids deux mesures peut-il tenir longtemps ? Il faudrait commencer par sanctionner à la source les Emirats en réévaluant nos échanges. Mais qui en a vraiment envie ?

(*) Sébastien Boussois, Docteur en sciences politiques, chercheur en géopolitique, enseignant en relations internationales à l'IHECS (Bruxelles), collaborateur scientifique du CECID (Université Libre de Bruxelles), du CNAM Paris (Equipe Sécurité Défense) et du NORDIC CENTER FOR CONFLICT TRANSFORMATION (NCCT Stockholm)
Source : La Tribune.fr

SECTEUR DES VOITURES ÉLECTRIQUES

Accord entre l'égyptien GV Investments et le chinois FAW

L'usine qui sera construite produira le modèle le moins cher du groupe FAW pour répondre aux besoins du secteur du VTC en Egypte. Elle augmentera ensuite sa production pour l'exportation. Le constructeur automobile chinois First Automobile Works (FAW) a signé un accord de partenariat avec le groupe égyptien GV Investments pour l'implantation d'une usine de voitures électriques abordables en Egypte, a rapporté Bloomberg, ce lundi 27 mai 2024. « Dans le cadre de cet accord, une filiale de GV Investments commencera à produire localement le modèle le moins cher du groupe FAW au premier trimestre 2025. Le secteur du VTC (voiture de transport avec chauffeur) constituera un marché cible clé pour ces véhicules », a déclaré à Bloomberg le président du groupe égyptien, SherifHamouda (photo) sans préciser le montant de l'investissement. « La capacité de production des véhicules électriques augmentera au cours des trois à cinq années suivantes, et l'objectif est de produire à terme des voitures dont 65 % des composants sont d'origine locale et qui seront exportées vers les autres pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe et d'Amérique latine », a-t-il ajouté. Pays le plus peuplé du monde arabe (105 millions d'habitants), l'Egypte ne compte actuellement que quelques milliers de voitures électriques. Ce pays d'Afrique du Nord s'efforce de se positionner en tant que hub industriel régional, en accordant d'importants avantages fiscaux et fonciers aux investisseurs étrangers.

ÉGYPTE

Le Caire compte cultiver 126 000 hectares supplémentaires de blé en 2024/2025

L'Égypte est le premier importateur africain de blé. Le pays qui en est aussi le principal producteur sur le continent, cherche à réduire son déficit de production et les dépenses associées aux achats de la céréale sur le marché international.

En Égypte, le gouvernement souhaite porter la surface consacrée à la culture de blé à 1,47 million d'hectares en 2024/2025, soit 126 000 hectares de plus que la superficie emblavée au cours de la campagne précédente. C'est ce qu'a révélé Hala El-Said ministre de la Planification et du Développement économique. D'après la responsable, cet objectif, s'il se réalise, permettra d'augmenter les stocks de blé du pays à 5,2 millions de tonnes, contre un volume tournant autour de 4 millions de

tonnes en 2023/2024. Ce projet s'aligne sur les ambitions du gouvernement qui souhaite augmenter la production locale pour réduire ses achats sur le marché international. Pour l'heure, l'Égypte dépend encore à hauteur de 53 % des importations pour satisfaire sa consommation en blé qui s'élèvent à plus de 20 millions de tonnes par an alors que l'offre oscille autour de 8-9 millions de tonnes. En vue de diversifier son approvisionnement dans la céréale, le pays a décidé d'ajouter 3 nouveaux pays à son portefeuille de fournis-

seur sur le marché international à partir de 2025. Selon les informations relayées par le média Zawya citant une source proche du dossier ayant requis l'anonymat, le gouvernement serait actuellement en pourparlers avec le Zimbabwe, le Mexique et la Suède dans ce cadre. Il convient de noter que l'Égypte achète actuellement du blé principalement en provenance de la Russie, de la France, de la Roumanie et de l'Ukraine, d'après l'USDA.

LIBYE

Reprise de l'exploration pétrolière dans le bloc 47 du bassin de Ghadamès

Plusieurs compagnies de premier plan dont l'Algérienne Sonatrach, l'Italienne Eni ou encore la Britannique BP ont des intérêts dans le bassin de Ghadamès stratégique dans le plan d'augmentation du plateau de production de brut de la Libye. La société publique du pétrole de la Libye (NOC) a annoncé, dimanche 26 mai, qu'elle a relancé ses opérations de prospection pétrogazière dans le bloc 47, une zone d'intérêt de 6 182 km² située

dans le prolifique bassin de Ghadamès. Ce développement intervient à la faveur de l'acquisition des 50 % de participation de la compagnie Medco International Ventures Limited (MedcoEnergi) dans le projet, 10 ans après que la prospection pétrogazière y a été suspendue. Cette dernière qui était le précédent opérateur de l'exploration du bloc, détenait également 25 % de droits dans son développement.

Selon la NOC, cette transaction a consolidé son contrôle sur les activités pétrolières de NafusaOil Operations BV, la joint-venture créée avec MedcoEnergi et la Libyan Investment Authority (LIA), en rationalisant les opérations et en améliorant l'efficacité de la production dans la région. L'entreprise publique table sur la découverte et l'exploitation rapide de nouveaux gisements sur le bloc 47 à la suite de ceux mis en évidence sur le gisement de

North Hamada dont la production a doublé, passant des 1 500 b/j atteints lors de l'opérationnalisation du site en août 2023 à 3 000 b/j en mars 2024. Le bassin de Ghadamès a le potentiel de soutenir Tripoli dans son plan visant à atteindre un plateau de production d'or noir d'au moins 2 millions b/j à court terme. Trois découvertes pétrolières y ont été réalisées ces derniers mois.

MAHDIA (TUNISIE)

33 mille touristes depuis le début de l'année

Le nombre de touristes ayant visité le gouvernorat de Mahdia dans la période s'étendant du 1er janvier au 20 mai courant, s'est élevé à 33 068 visiteurs, soit une augmentation de l'ordre de 2,6% par rapport à la même période de l'année 2023. Une évolution qui a induit une hausse de 25,8% au niveau des nuitées passées ainsi qu'une augmentation de 22,6% en termes de durée de séjour, soit de 4,5 jours, selon les statistiques de la commission régionale du tourisme à Mahdia. Dans ce même contexte, les marchés tra-

ditionnels ont enregistré une tendance à la hausse en termes de part de nuitées passées, s'étant élevée à 27% pour le marché allemand, 19% du côté du marché britannique et 11% pour le marché français, alors que la proportion des nuitées passées par les visiteurs tunisiens a atteint 19%. Malgré l'évolution des indicateurs totaux du secteur touristique à Mahdia, avec un taux d'occupation n'ayant pas atteint les 19% au cours de ladite période, reste encore faible, acculant le commissariat régional du tourisme à penser un nouveau

modèle touristique qui rompt avec la saisonnalité du secteur. Toujours est-il que les autorités régionales touristiques tablent sur un taux d'occupation entre 90 et 100% dans la période allant de fin juin au mois d'août 2024. L'évolution pressentie concerne aussi le nombre d'arrivées en provenance de la République tchèque et de la Pologne lors des mois de septembre et octobre prochains (20%), coïncidant avec la réouverture de l'hôtel Fatimi, unité touristique d'une capacité d'accueil de 291 chambres.

MAURITANIE

L'élevage pastoral, une particularité

Le secteur de l'élevage en Mauritanie contribue essentiellement à 14% dans le PIB national et les animaux sont beaucoup plus élevés pour leur viande, surtout le lait. Les éleveurs mauritaniens élèvent principalement des bovins, des ovins, des caprins et des camelins. Ce secteur joue un rôle crucial dans la société en absorbant une grande part de la main-d'œuvre rurale. L'élevage pastoral permet ainsi à de

nombreuses familles de subsister et de maintenir un mode de vie traditionnel, en perpétuant les pratiques culturelles et sociales liées à l'élevage. « En Mauritanie, nous avons des éleveurs qui détiennent plus de 2 mille à 3 mille têtes de bétails, c'est énorme. En général c'est l'un des secteurs importants du point de vue cheptel, absorption de main d'œuvre, et même l'approvisionnement en viande rouge », partage Cheikh Ridha Eboubi, Ingé-

nieur zootechnicien mauritanien à agridigital.tg. A en croire Cheikh Ridha, malgré les nombreux avantages de ce secteur, les impacts croissants du changement climatique posent de sérieux défis. La variabilité des précipitations influence énormément la production de fourrage et de cultures fourragères, ce qui entraîne des périodes de pénurie alimentaire pour le bétail. « En saison froide, les éleveurs bénéfi-

cient énormément du fourrage et de l'eau de pluie et donc, ne font pas trop de transhumance. Mais particulièrement en saison chaude, cela devient vraiment compliqué et tout le monde cherche à être proche des puits creusés à des lieux stratégiques », explique le zootechnicien. Ces situations compromettent le plus souvent la productivité du cheptel, entraînant une diminution de la production de viande et de lait.

PORT DE DURBAN /AFRIQUE DU SUD

Accord Transnet-Mnambithi pour un terminal de vrac liquide

Le contrat entre dans le cadre du plan d’urgence de Transnet pour redorer la chaine logistique globale sud-africaine, et qui prévoit des investissements massifs ainsi que des réformes institutionnelles.

La Transnet National Ports Authority a signé un contrat de concession de 20 ans avec MnambithiTerminals pour développer et exploiter un terminal de vrac liquide au port de Durban. L'accord concède à Mnambithi le droit d'exploitation du terminal pour manutentionner les cargaisons de cette catégorie. Le groupe investira environ 1,3 milliard de rands (environ 70,9 millions USD) dans le nouveau terminal qui comprendra des installations ferroviaires pour un système multimodal, ainsi qu'une zone

de stationnement pour camions avec des systèmes de chargement automatisés. La mise en œuvre du projet devrait aider à améliorer l'efficacité opérationnelle des installations et réduire la congestion routière dans les quartiers environnants du port. « Le projet sera réalisé en 2 phases, la phase initiale comprenant la démolition de la structure et des fondations existantes, l'installation de réservoirs, d'infrastructures associées et de portiques de chargement routiers, et le transfert en vrac des pipelines reliant les terminaux

de Mnambithi aux postes d'amarrage concernés pour recevoir les cargaisons liquides. La 2ème phase comprendra l'installation des réservoirs restants et des infrastructures associées ». La concession fait partie d'un plan d'urgence de Transnet qui prévoit des réformes institutionnelles et de gros investissements pour permettre la transformation de l'industrie et redorer la chaine logistique globale du pays, plombée par les contre-performances persistantes des ports et chemins de fer depuis environ une décennie.

FirstRand Bank accroît son portefeuille immobilier avec un prêt de la SFI

Le marché immobilier commercial sud-africain atteindra 16,09 milliards \$, d'ici 2029. FirstRand Bank devrait tirer profit de ce marché, en y renforçant ses solutions de financement. FirstRand Bank Limited, la deuxième banque d'Afrique du Sud en termes de total bilan, a signé ce lundi 27 mai 2024, un accord de prêt de 250 millions \$ avec la Société financière internationale (SFI). La ligne de crédit d'une durée de 7 ans est constituée d'un prêt d'un montant maximum de 200 millions \$ fourni par la SFI sur fonds propres, et d'une se-

conde ligne de crédit de 50 millions \$ provenant de partenaires de l'institution financière internationale. Ce financement servira à renforcer le portefeuille immobilier commercial de FirstRand qui l'utilisera pour accroître ses prêts aux projets immobiliers durables. Selon Bhulesh Singh, directeur général de FirstRand, les solutions de financement que proposeront la banque cibleront particulièrement des promoteurs de bâtiments écologiques, de logements abordables et des promotrices immobilières. FirstRand Bank, filiale du groupe financier sud-

africain FirstRand Limited, obtiendra par ailleurs des services de conseil sur l'octroi et la gestion de prêts pour le développement de bâtiments écologiques. Selon les prévisions de la plateforme d'analyse de données Mordor Intelligence, le marché immobilier commercial sud-africain devrait passer de 9,62 milliards \$ en 2024 à 16,09 milliards \$, d'ici 2029. FirstRand Bank Limited, qui a pour premier actionnaire avec 16,1 %, la Public Investment Corporation, devrait tirer profit de ce marché, en y renforçant ses solutions de financement.

TRANSPORTS

La construction de l'autoroute Lagos-Calabar officiellement lancée

Après avoir approuvé le financement pour la phase 1 du projet, le gouvernement avait annoncé le démarrage de travaux préliminaires. Mais le coût du projet jugé exorbitant a provoqué un tollé dans le pays, ce qui a entraîné leur suspension. Le président nigérian Bola Tinubu a donné le coup d'envoi officiel pour la construction de l'autoroute Lagos-Calabar dont les travaux sont évalués à 15 000 milliards de nairas (10,2 milliards USD). Elle s'étend sur 700 km et permettra d'interconnecter notamment Lagos, le port en eau profonde de Lekki, Ogun, Ondo, Delta, Bayelsa, Rivers et Akwalbom. Le projet fait partie du plan national de transport qui prévoit des investissements massifs dans la construction et la réhabilitation de plusieurs axes routiers à travers tous les États du pays. Les autorités ont dévoilé dans ce cadre un plan de recherche de 35 milliards USD en financement, en vue d'entamer la construction de 30 000 km de routes en béton. Bien qu'étant l'une des premières économies africaines, le Nigeria figure toujours parmi les pays aux réseaux routiers les moins denses du continent. D'après un rapport de la banque mondiale, les infrastructures existantes souffrent d'un gros défaut d'entretien qui affecte leur viabilité.

ZIMBABWE

Starlink autorisé à lancer son service Internet par satellite

Starlink est déjà présent dans huit pays africains que sont le Nigeria, le Rwanda, le Mozambique, le Kenya, le Malawi, le Bénin, la Zambie et l'eSwatini. La société a déjà obtenu l'aval des autorités dans d'autres pays comme Madagascar, le Ghana et la Sierra Leone. Le fournisseur de services Internet par satellite Starlink lancera ses activités commerciales au Zimbabwe. Le président de la République EmmersonMnangagwa a

approuvé l'attribution d'une licence d'exploitation à la filiale de la société américaine SpaceX du milliardaire ElonMusk par l'intermédiaire d'IMC Communications (Pvt) Ltd, son partenaire local unique et exclusif. Le chef de l'Etat l'a annoncé dans un post sur X le samedi 25 mai. Starlink fournira aux Zimbabwéens des services d'Internet à haut débit en s'appuyant sur sa constellation de satellites en orbite basse (LEO). La société a

prévu de lancer ses services à partir du 3e trimestre 2024 si elle obtenait les autorisations nécessaires. Les prix du service pour le Zimbabwe ne sont pas encore disponibles. En eSwatini, le dernier pays africain où il a été lancé, le service coûte 950 rands sud-africains (environ 52 \$) par mois plus 6800 rands pour le matériel unique. Le président Mnangagwa estime que l'avènement de Starlink améliorera l'accès à l'Internet à haut

débit abordable partout au Zimbabwe, en particulier dans les zones rurales. Selon la POTRAZ, le Zimbabwe compte 11 millions d'abonnés Internet pour un taux de pénétration de 73,3 %. De son côté, la plateforme de données DataReportal a recensé 5,5 millions d'abonnés Internet dans le pays avec un taux de pénétration de 32,6 %. « L'innovation, la science et la technologie constituent l'un des piliers stratégiques du programme

de développement de la deuxième République dans le cadre de la Vision 2030. La priorité accordée à l'économie numérique et l'importance émergente de la technologie dans nos activités quotidiennes exigent du gouvernement qu'il prenne les devants en créant un environnement propice à l'investissement dans la technologie », a déclaré le président Mnangagwa.

KENYA

Perte record de 290 000 tonnes de lait frais en 2023

Le Kenya est le premier producteur de lait en Afrique. L'industrie locale est confrontée à des pertes de production qui plombent la capacité du pays à atteindre l'autosuffisance en produits laitiers. En 2023, le Kenya a perdu environ 6 % de sa production de lait frais, soit 290 000 tonnes, selon des dernières données publiées par le Bureau national des statistiques (KNBS). Ce vo-

lume est en hausse de 50 % par rapport au niveau de pertes affiché un an plus tôt et représente le stock le plus élevé enregistré sur les 4 dernières années. D'après le KNBS, cette situation s'est traduite par un manque à gagner financier de 14,7 milliards de shillings (110 millions \$) pour l'industrie. Avec les bonnes précipitations qui ont amélioré la disponibilité du fourrage pour

l'élevage laitier pâturant, les industriels n'ont pas été en mesure d'absorber le surplus de production détenu par les producteurs même si le volume de lait commercialisé localement a augmenté de près de 7 % à 806 000 tonnes. Alors que dans le pays d'Afrique de l'Est, les autorités ont annoncé depuis 5 ans plusieurs stratégies pour accroître davantage la production, les obser-

vateurs indiquent que cette perte met en lumière la nécessité d'un investissement plus important dans les infrastructures de stockage et plus globalement dans l'aval de la chaîne de valeur laitière. Au Kenya, le cheptel laitier compte environ 5,1 millions de têtes de vaches, d'après les données du ministère de l'Agriculture. Plus de 2 millions de petits exploitants laitiers opèrent dans la filière.

PARIS

L’attentisme l’emporte avant l’ouverture de New York

La bourse de Paris cède 0,1% ce matin, autour des 8120 points, dans l'attente de la réouverture de Wall Street dont l'orientation pourrait donner une impulsion au marché.

Pour rappel, hier, le marché parisien a débuté la semaine en s'arrogeant quelque 0,5%, à 8132,5 points, au cours d'une séance caractérisée par une absence quasi-totale de volumes du fait de la fermeture des places américaines. La réouverture de New York après le week-end prolongé de 'Memorial Day' devrait permettre de dicter une tendance plus marquée, même si la séance du jour s'annonce relativement calme en termes d'indicateurs économiques. Seuls les prix des maisons aux Etats-Unis et l'indice de confiance du consommateur du Conference Board figurent à l'agenda cet après-midi. Des rendez-vous plus importants marqueront la fin de la semaine à commencer par la parution vendredi de chiffres de l'inflation qui seront suivis de près aux Etats-Unis comme en Europe. Ces données permettront d'en savoir plus

sur l'évolution à venir des taux d'intérêt, notamment de la Fed, dans un climat de scepticisme grandissant concernant la possibilité de prochaines baisses de taux. L'épisode de consolidation que viennent d'amorcer les marchés financiers mondiaux laisse penser que les investisseurs attendent un signal clair afin de choisir la direction à prendre. Si les marchés sont affectés par une plus grande 'anxiété' vis-à-vis de la politique de la Fed, ils peuvent aussi s'appuyer sur la résistance confirmée de l'économie américaine, qui s'accompagne maintenant d'une reprise de l'activité en Europe. 'La bonne tenue des chiffres macroéconomiques aux Etats-Unis et le rebond de la croissance européenne, après avoir été atone cinq trimestres d'affilée, se traduisent par des révisions haussières des bénéfices attendus sur l'exercice 2024 des deux côtés de l'Atlantique', souligne Clé-

ment Inbona, gérant de fonds chez LFDE. Si le climat d'ensemble apparaît plutôt favorable aux actifs risqués, les valorisations restent cependant tendues, tout particulièrement aux Etats-Unis, avec des indices boursiers proches de leurs records. S'agissant des taux, le rendement du Bund allemand à dix ans, référence pour la zone euro, se détend de quatre points à 2,54% en attendant la réouverture du marché obligataire américain. Du côté du marché pétrolier, les cours du brut se reprennent légèrement sous le coup de l'affaiblissement du dollar. Le Brent gagne 0,2% à 83,2 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) s'adjuge 1,4% à 78,8 dollars. Dans l'actualité des sociétés trico-

lores, Vinci indique que la ville de Milton Keynes, située dans le comté du Buckinghamshire au Royaume-Uni, a renouvelé le contrat d'entretien et d'amélioration de ses infrastructures routières à Ringway, filiale locale de Vinci Construction. TotalEnergies a annoncé mardi que sa co-entreprise TE H2 avait signé un protocole d'accord avec l'électricien autrichien Verbund en vue de la mise en oeuvre d'un projet d'hydrogène vert de grande ampleur en Tunisie. Airbus fait savoir que sa filiale Airbus Protect a signé un accord de coopération avec Aura Aéro en vue de la certification d'ERA, le prochain avion hybride-électrique de transport régional de 19 places développé par Aura Aéro.

Les Bourses chinoises en baisse à l’ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert en repli mardi, au lendemain de l'annonce à Shanghai de mesures pour relancer l'immobilier dans la plus grande ville de Chine et avant la publication de données clés sur l'inflation cette semaine aux Etats-Unis. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng était sensiblement en baisse (-0,07%) à 18.814,01 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai reculait dans une fourchette similaire à 3.122,39 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,25% à 1.743,40 points.

La Bourse de Tokyo en manque de direction

La Bourse de Tokyo oscillait autour de l'équilibre mardi dans la matinée, manquant d'éléments déterminants pour s'orienter alors que la Bourse de New York, qui lui sert souvent de boussole, était fermée la veille pour un jour férié. L'indice vedette Nikkei lâchait 0,09% à 38.864,59 points vers 00H45 GMT tandis que l'indice élargi Topix grappillait 0,08% à 2.768,67 points.

Les investisseurs étaient généralement peu disposés à prendre des positions à risque, attendant en fin de semaine des nouvelles de l'inflation à la fois dans la capitale japonaise, dans la zone euro, et aux Etats-Unis avec l'indice PCE, indicateur d'inflation préféré de la Réserve fédérale américaine (Fed). Le dollar reculait légèrement face à la devise japonaise, un dollar s'échan-

geant pour 156,80 yens vers 00H45 GMT contre 156,88 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro évoluait peu, valant 170,34 yens contre 170,35 yens la veille, et 1,0863 dollar contre 1,0859 dollar lundi. Sur le marché du pétrole, le baril de Brent de la mer du Nord était stable (-0,04%) à 83,07 dollars, et baril de WTI américain gagnait 1,22% à 78,67 dollars vers 00H35 GMT.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Mai 2024 Valeur : 29 Mai 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.3670	134.3820
1	EUR	EURO	145.7613	145.8313
1	GBP	POUND STERLING	171.1464	171.2527
100	JPY	JAPANESE YEN	85.6004	85.6264
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5462	18.5485
1	CHF	SWISS FRANC	146.8331	146.8656
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.3293	98.3691
1	DKK	DANISH KRONE	19.5392	19.5433
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6076	12.6120
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7098	12.7149
1	AED	UAE DIRHAM	36.5784	36.5924
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8255	35.8314
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.6775	437.8690
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8720	43.3028
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4961	13.4976
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4498	27.5904
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5378	3.5382
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.8279	177.8279

MÊME PRIVÉ DE LA BOUSSOLE WALL STREET

Le CAC 40 fait son retour sur les 8.100 points

La Bourse de Paris a gagné un peu de terrain ce lundi, dans des volumes contenus sans les opérateurs britanniques et américains pour apporter un peu d'animation. Le CAC 40 progresse de 0,46% à 8.132,49 points. En l'absence de Wall Street et de Londres fermées en raison d'un jour férié, l'ambiance à la Bourse de Paris a été beaucoup moins animée ce lundi. Les volumes échangés témoignent de la désertion des opérateurs britanniques et américains, puisque seulement 1,6 milliard d'euros ont changé de mains sur la séance. C'est donc dans ce marché quasi-désert que le CAC 40 a gagné 0,46%, ce qui est amplement suffisant pour faire son retour sur les 8.100 points, à 8.132.49 points. L'indice vedette parisien commence

donc cette nouvelle semaine dans de meilleures dispositions que la précédente. Il avait perdu 0,9% en rythme hebdomadaire, se contractant avec les incertitudes des investisseurs quant aux intentions de la Réserve fédérale américaine (Fed) en matière de politique monétaire.

La trajectoire des prix, aiguillon des marchés

Les investisseurs attendent donc avec impatience les réunions de politique monétaire des grandes banques centrales. Le chef économiste de la Banque centrale européenne (BCE), Philip Lane, a pris la parole, s'exprimant auprès du Financial Times. Le banquier central a indiqué en creux que l'institution européenne était prête à réduire ses taux le mois

prochain, tout en prévenant qu'elle aurait encore besoin de maintenir une politique monétaire restrictive. "Sauf surprise majeure, à l'heure actuelle, les éléments dont nous disposons nous permettent de lever le niveau de restriction le plus élevé", a déclaré l'économiste, selon des propos rapportés par Reuters. Aux États-Unis, des membres de la Fed ont fait part de leurs inquiétudes sur la trajectoire des prix, dans son compte-rendu de politique monétaire la semaine dernière. Un constat qui a été étayé par de solides statistiques américaines publiées le lendemain, notamment sur le front de l'activité du secteur privé, ce qui repousse l'échéance d'une première baisse de taux de la Fed. C'est dans ce contexte que les opérateurs prendront connaissance des

données d'inflation en zone euro, au Japon et aux Etats-Unis. Concernant la dernière économie citée, les investisseurs attendront fébrilement la publication vendredi de l'indicateur des prix PCE aux Etats-Unis pour avril, puisqu'il s'agit de la jauge préférée de la Fed pour mesurer la trajectoire des prix.

L'appel au marché d'Alstom apprécié

Sur le CAC 40, les variations ont été relativement contenues, puisque la plus forte hausse s'est élevée à 2,2% avec Société Générale tandis que la plus forte baisse n'a été limitée à 0,7% (STMicroelectronics). Sur l'indice élargi SBF 120, Alstom a repris 5,6% après avoir annoncé le lancement d'une augmentation de capital de 1 milliard d'euros qui doit

lui permettre de boucler son plan de désendettement de 2 milliards d'euros. Mais la plus forte hausse est revenue à Worldline qui a bondi de 7,3%, suivie de Ayvens (+5,8%) tandis que le titre Viridien, anciennement CGG, s'est apprécié de 5,3%. Atos a en revanche cédé 3,1% alors que les discussions restent vives entre les candidats à la reprise du géant informatique lourdement endetté. Sur les autres marchés, l'euro grappille 0,1% face au dollar à 1,0858 dollar. Le pétrole rebondit avant la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses alliés (Opep+) ce dimanche. Le contrat de juillet sur Brent de mer du Nord prend 0,9% à 82,60 dollars le baril, tandis que celui sur le WTI coté à New York gagne aussi 0,9% à 78,47 dollars le baril.

EN TERMES D'ACTIFS

Les banques chinoises dominant le monde

Cette domination chinoise est finalement une réplique de plusieurs autres domaines où la Chine a pris le leadership dans le monde. Mais si les prêts chinois à l'Afrique sont en hausse, on n'assiste pas encore à un vrai basculement, avec des banques non chinoises toujours en tête sur les emprunts internationaux africains.

Un classement publié début mai 2024 par S&P Global Ratings révèle que les banques chinoises dominent les premières places du top 100 mondial, basé sur leurs actifs. Selon le document consulté par l'Agence Ecofin, quatre banques chinoises occupent les premières positions, avec Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) en tête. Ensemble, elles cumulent 21 400 milliards de dollars d'actifs, soit sept fois le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique. « Une inflation élevée et des taux d'intérêt plus élevés ont freiné la croissance économique mondiale et le secteur de l'immobilier commercial. Malgré une récession dans le secteur immobilier, les banques chinoises ont conservé leur place en tant que plus grandes banques du monde », a déclaré Nathan Stovall, directeur de la recherche sur les institutions financières chez S&P Global Market Intelligence. Les banques chinoises ont ainsi conservé 20 places dans ce classement, démontrant la force continue du secteur bancaire chinois. Après ICBC, Agricultural Bank of China Ltd a dépassé China Construction Bank Corp pour prendre la deuxième

place, avec une croissance des prêts de 14,5 % en 2023, stimulée par une stratégie nationale visant à renforcer le secteur agricole. C'est le seul changement dans les six premières places par rapport à l'année précédente. La première banque enregistrée aux Etats-Unis, pourtant pays phare de la finance, est JP Morgan, qui n'occupe que la cinquième place. Elle est suivie de Bank of America Corporation, tandis que la première banque française, BNP Paribas, est huitième mondiale. Le groupe Société Générale, qui a continué de se désengager en Afrique en 2023 et 2024, a amélioré sa position pour se retrouver à la 19ème place mondiale de ce classement. Ce classement ne présente cependant pas toutes les données nécessaires pour déterminer si, pour l'Afrique, il est désormais temps d'opérer des changements dans la recherche de solutions de financement bancaire. Il serait important de savoir quelle proportion des actifs de ces banques constitue une exposition à l'international, et plus particulièrement pour le continent au sud de la Méditerranée. Par exemple, ICBC, première banque mondiale par le volume de ses actifs, est

aussi le principal actionnaire du groupe sud-africain Standard Bank, qui est le premier groupe bancaire en Afrique, avec une présence sur des marchés leaders comme le Kenya et le Nigeria, ainsi qu'une présence significative dans le segment de la banque d'investissement dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Cependant, dans le segment de l'arrangement des emprunts internationaux pour des émetteurs africains, qu'il s'agisse des Etats, des entreprises ou des organisations multilatérales, il y a une nette domination des groupes financiers américains et européens. Pour les quatre premiers mois de 2024, Citi, BNP Paribas, JP Morgan et Standard Chartered Bank dominent le marché. Les données sur les prêts bancaires chinois en Afrique ne sont pas connues avec précision, pas plus que celles des banques européennes. Mais, selon une étude publiée en novembre 2023 par l'Institut pour les Etudes de sécurité (ISS), le total des prêts chinois à l'Afrique a atteint 170 milliards de dollars entre 2000 et 2022. Un encours qui, même s'il a progressé, ne représente qu'une fraction de l'actif global du top 20 des banques chinoises en 2023.

MEXIQUE

Mexico bien placé pour attirer les relocalisations américaines

Le Mexique profite de sa position stratégique pour attirer les entreprises internationales qui cherchent à relocaliser leurs activités en Amérique du Nord. Présentées comme le nouveau miracle de l'économie mexicaine, les effets du « nearshoring » - ou relocalisation de proximité - commencent à se manifester outre-Atlantique. Contraintes par la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, refroidies par les difficultés de la pandémie, davantage d'entreprises internationales aspirent à diminuer les risques liés à leur production et cherchent à se rapprocher de leurs marchés finaux. Une aubaine pour le Mexique. Si bien qu'en 2023, le pays est parvenu à détrôner l'empire du Milieu de son statut de premier exportateur de biens et de marchandises vers les Etats-Unis. Au premier trimestre 2024, le Mexique confirme sa nouvelle position en exportant 119 milliards de dollars à son voisin du nord, un record. Le Mexique ne manque pas de potentiel : 3.000 kilomètres de frontière partagée, des accès aux océans Pacifique et Atlantique, et surtout un traité de libre-échange avec les Etats-Unis (l'accord Canada- Etats-Unis-Mexique ou ACEUM). « Le pays est un fournisseur fiable depuis 30 ans », souligne Roberto Duran Fernandez, économiste et professeur à l'école Tec de Monterrey.

TURQUIE

La banque centrale maintient son taux directeur inchangé à 50%

Le gouverneur de la Banque centrale turque, FatihKarahana (au centre), fait un geste lors de son discours lors de la première réunion de l'année à Ankara, le 8 février 2024. L'institution espère une baisse de l'inflation « grâce à la modération de la demande intérieure » et une « désinflation » au second semestre de 2024. « L'orientation monétaire restrictive sera maintenue jusqu'à ce qu'un déclin significatif et durable de la ten-

dance de l'inflation mensuelle soit observé », a dit la banque. La banque centrale turque a maintenu pour le deuxième mois consécutif, son principal taux directeur inchangé à 50% malgré les "pressions inflationnistes" qu'elle assure "surveiller de près". "Compte tenu des effets décalés du resserrement monétaire, le comité a décidé de maintenir le taux directeur inchangé, mais a réaffirmé qu'il restait très attentif aux risques inflationnistes", a-t-elle affirmé dans un com-

muniqué. L'institution espère une baisse de l'inflation "grâce à la modération de la demande intérieure" et une "désinflation" au second semestre de 2024. "L'orientation monétaire restrictive sera maintenue jusqu'à ce qu'un déclin significatif et durable de la tendance de l'inflation mensuelle soit observé", a ajouté la banque. En mars, la banque centrale turque avait relevé son taux de 5 points, une décision justifiée par une envolée des prix à la consommation au-

delà des attentes, à près de 70% sur un an. L'institution avait relevé son taux directeur de 8,5 à 45% entre juin et janvier, sans pouvoir, pour l'heure, endiguer l'inflation, alimentée par la dévaluation quasi continue de la livre turque. Le président RecepTayyipErdogan s'est toujours montré hostile aux taux d'intérêt élevés qu'il juge contraires à l'islam, mais l'envolée des prix à la consommation - 69,8 % en avril sur les douze derniers mois, selon les

statistiques officielles contestées - l'a contraint à accepter le retour à une politique monétaire plus orthodoxe. Cette flambée des prix est vue par les analystes comme la raison majeure de la débâcle du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président turc aux élections locales organisées fin mars. Un groupe d'économistes turcs indépendants (Enag) estime l'inflation à plus de 124% sur un an en avril, en hausse de 5 points sur un mois.

CANADA

Roi du télétravail dans le monde

Est ce que votre employeur vous permet de faire du télétravail à temps plein ou a repris le chemin du monde d'avant la pandémie et vous impose une présence tous les jours au bureau ? La réponse varie vraiment selon les pays, et c'est le Canada qui est le roi du télétravail dans le monde. Là-bas, c'est en train de devenir un acquis social, défendu bec et ongles par les fonctionnaires. Sur 10 000 Québécois interrogés par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, 96% estiment être autant, sinon plus productifs en travaillant depuis chez eux. Au Canada, les employés passent 1,7 jour par semaine à travailler chez eux, d'après le Global Survey Working Arrangements qui a évalué 42 000 employés dans le monde, en se basant sur des données de l'année

dernière. La France est bien loin avec 0,6 jour par semaine. C'est le pays qui télétravaille le moins en Europe et c'est le monde anglo-saxon qui domine dans le classement d'ailleurs avec le Canada tout en haut. Ce qui explique que la greffe ait si bien pris chez les Canadiens, c'est que d'une part, ils en raffolent. Par exemple, sur 10 000 Québécois interrogés par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, 96% estiment être autant, sinon plus productifs en travaillant de chez eux. Ils ne voient donc pas de perte d'efficacité. Plusieurs études ont montré que la conciliation travail-famille était en hausse pendant la pandémie, notamment en raison du télétravail, et c'est une notion importante au Canada. Mais il y a d'autres raisons : la hausse du coût de l'immobilier qui a poussé des entreprises à

vendre leurs bureaux, ou à réduire leur taille, pour diminuer les coûts fixes. Moins de bureaux, ce sont donc des employés qui coûtent moins cher en travaillant de la maison. D'ailleurs, en dix ans, le gouvernement fédéral, grâce au télétravail, dit pouvoir se départir de la moitié de ses espaces de bureaux.

Défendre le droit au télétravail

Et puis les syndicats et les employés se sont emparés de la question du télétravail pour que ça ne soit pas qu'une parenthèse pendant la pandémie, pour en faire un acquis social. Par exemple, à Loto Québec - la société d'État qui gère les loteries au Québec - les employés ont une convention collective qui autorise le télétravail presque à temps plein. Ils sont autorisés à ne venir au

bureau que quatre jours par mois. Ils avaient d'ailleurs fait grève notamment pour ça. Il y a donc un fort attachement au télétravail qui s'ancre dans les contrats entre les travailleurs et leurs employeurs. Les employés n'hésitent donc pas à manifester pour défendre leur droit au télétravail. Les fonctionnaires ont manifesté au début du mois de mai et ils ont promis au gouvernement fédéral un été d'enfer si Ottawa n'abandonne pas son plan de forcer ses employés à venir au moins trois jours par semaine au bureau à partir de septembre prochain. Le plus gros syndicat des fonctionnaires du pays, l'Alliance de la fonction publique du Canada, a déposé des griefs, et incite les fonctionnaires à en faire de même. Il se plaint de ne pas avoir été consulté par Ottawa avant ce changement.

L'Audi RS 4 Avant Edition 25 Years gagne enfin des chevaux

Pour fêter les 25 ans de la RS 4, Audi offre enfin des chevaux en plus à cette familiale ultra-sportive qui en avait bien besoin face à la redoutable BMW M3 Touring. Et elle en profite pour affûter ses réglages. Elle coûtera très cher, aussi.

25 ans que ça dure. Après la légendaire RS 2, la première Audi RS 4 avait impressionné tout le monde à sa sortie en 1999 avec son V6 bi-turbo de 380 chevaux et ses performances en ligne droite meilleures que celles de la BMW M3 de l'époque. Passée depuis au V8 atmosphérique puis revenue au V6 suralimenté dans sa génération actuelle lancée en 2017 (et restylée en 2019), la RS 4 Avant reste une superbe voyageuse ultra-sportive même si elle se fait surclasser en performances et en efficacité pure par l'inédite BMW M3 Touring.

Voilà pourquoi l'arrivée de cette édition « 25 Years » constitue une excellente nouvelle : elle n'évolue pas à l'extérieur mais son V6 bi-turbo de 3,0 litres voit sa puissance maximale passer de 450 à 470 chevaux (le couple maximum reste à 600 Nm). Toujours pas de quoi égaler les 510 chevaux de la BMW M3 Touring ou les 680 chevaux de la très lourde et complexe Mercedes-AMG C63 S, mais le break de la marque aux anneaux revendique désormais un 0 à 100 km/h expédié en 3,7 secondes (3,6 secondes pour sa rivale de chez BMW et 3,4 secondes pour la Mercedes). La vitesse de pointe se limite électroniquement à 300 km/h.



Surtout, la RS 4 Edition 25 Years bénéficie d'améliorations dynamiques intéressantes. Outre la suspension RS Sport Pro réglable manuellement fournie de série, l'auto possède un berceau d'essieu arrière et des bras de suspension rigidifiés, un carrossage négatif augmenté de deux degrés sur le train avant ainsi qu'un différentiel Torsen amélioré. Non seulement cette machine chausse de série des Pirelli P-Zero Corsa au profil déjà radical, mais les clients recevront aussi des roues chaussées de P-Zero Trofeo RS à la vocation extrême. Sur le papier, ces réglages et cette monte pneumatique permettront peut-être à l'Audi de surclasser la BMW M3 Touring au chrono sur circuit !

Limitée à 250 exemplaires dans le monde, la RS 4 Edition 25 Years ne sera livrée qu'à dix unités en France au prix de 158 000€ (avant le malus écologique de 60 000€ et celui au poids). C'est plus que la Mercedes-AMG C63 S (136 400€) et la BMW M3 Touring (116 650€), même si l'équipement de série augmenté au maximum et les pneus fournis justifient en partie cette addition élitiste.

VOITURES ÉLECTRIQUES

3 fois plus dangereuses pour les piétons !

Une étude britannique s'appuyant sur des millions de kilomètres parcourus démontre que les voitures électriques ont 3 fois plus de risques d'écraser un piéton en ville qu'une thermique. Un risque qui s'atténue en dehors des villes.



La voiture électrique est-elle plus dangereuse que la voiture essence ou diesel en ville ?

C'est ce qu'affirme l'étude de la London School of Hygiene & Tropical Medicine, qui travaille notamment sur l'épidémiologie et les statistiques. Les responsables de l'étude se sont appuyés sur des millions de kilomètres effectués dans le monde par les véhicules thermiques et hybrides/électriques pour en tirer cette conclusion, qui soulèvera quelques débats et surtout des discussions autour du bruit ou plutôt de l'absence de bruit des véhicules électriques à basse vitesse.

S'ils produisent quasiment le même niveau sonore qu'une thermique moderne au delà de 30 à 40 km/h, les électriques sont nettement plus silencieuses aux vitesses réduites. Des phases pendant lesquelles les frottements de pneus et bruits de roulement ne comptent que pour une petite partie du bilan sonore d'un véhicule.

Mais cette discrétion, qui varie selon les marques (toutes n'ont pas la même bande son), peut poser problème. Même si les pouvoirs publics ont forcé les constructeurs à intégrer des dispositifs sonores lorsqu'une hybride ou une électrique roule à moins de 20 km/h, cela n'est pas toujours suffisant selon l'étude, qui soulève le problème du silence dans les accrochages avec les piétons.

Presque 3 fois plus de risques en ville avec les électriques

"Les chercheurs ont calculé que le taux annuel moyen de victimes de piétons par 100 millions de miles pour les voitures/taxis électriques ou hybrides-électriques était de 5,16 et pour les voitures/taxis à essence ou diesel de 2,40, montrant que les collisions de véhicules électriques ou hybrides-électriques avec des piétons étaient en moyenne deux fois plus probables. Il a été démontré que les collisions de piétons avec des véhicules électriques ou hybrides-élec-

triques sont encore plus probables en milieu urbain (2,5 fois plus probables qu'avec des voitures/taxis à essence ou diesel)". Malgré le VSP (Vehicle Sound for Pedestrians), les électriques ne se font donc visiblement pas assez entendre. Ou bien, les piétons ne sont pas encore assez habitués à ce type de bruit artificiel et très "numérique". Mais les piétons payent aussi peut-être leur accoutumance grandissante aux écrans, qui leur font oublier qu'il faut rester méfiant au moment de traverser la voie publique. Heureusement, le freinage d'urgence autonome étant devenu obligatoire, le risque de collision est réduit par rapport aux années passées et le bilan devrait s'améliorer lorsque ces véhicules se démocratiseront sur les routes. Et puis, n'oublions pas que les électriques présentent un bilan autrement meilleur que celui des thermiques en cycle urbain avec une absence d'émission de gaz et des particules réduites... quand le véhicule n'affiche pas 2 500 kg sur la balance.

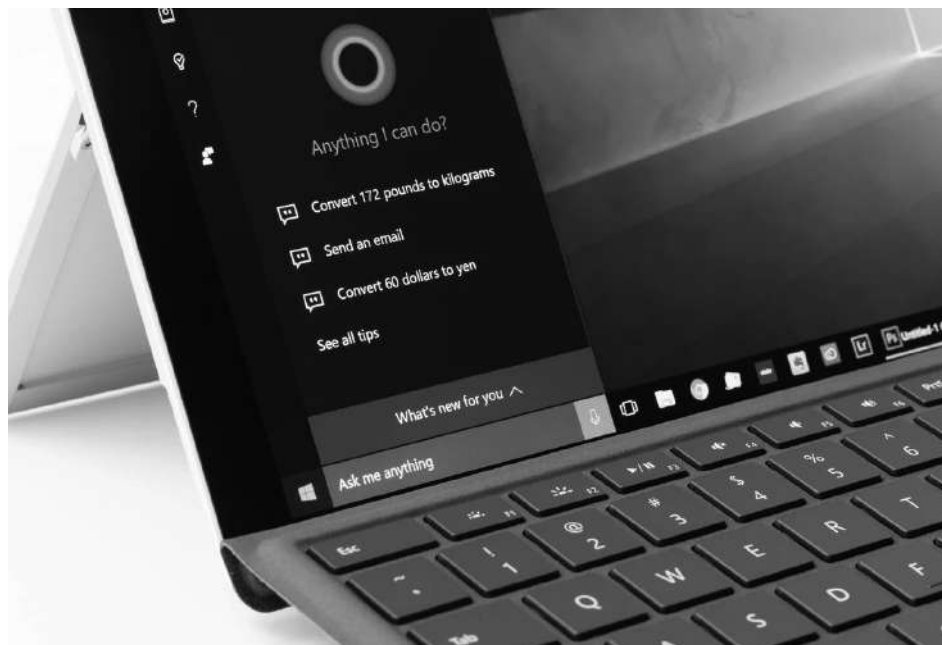
Ces applications vont disparaître de la prochaine version de Windows

Wix a lancé une nouvelle intelligence artificielle il y a quelques semaines, disponible depuis mardi en France. Avec son outil « Créateur de site IA », l'éditeur facilite plus que jamais la création d'un site web.

Windows 11 va faire un peu de ménage dans son code. La prochaine grosse mise à jour du système va envoyer Cortana et Wordpad à la retraite. C'était attendu et même officieusement annoncé de longues dates, Cortana va partir à la retraite pour de bon. La proto-IA de Microsoft qui a fait ses débuts en 2014 ne sera plus intégrée à Windows à partir de la version 24H2, la prochaine mise à jour majeure du système. Dans le billet d'annonce détaillant l'arrivée du système dans le canal Release Preview, un dernier au revoir est adressé à l'application ainsi qu'à Wordpad et Tips, deux autres logiciels qui disparaîtront très bientôt de Windows.

Cortana disparaît sans tambour ni trompette

En réalité, Cortana était déjà parti en préretraité depuis quelques mois. Microsoft avait annoncé la fin de la prise en charge du logiciel en juin 2023 et avait ensuite collé une petite notification à son interface quelques mois plus tard pour prévenir celles et ceux qui utilisaient encore l'outil. La prochaine mise à jour de Windows 11 va purement et simplement supprimer Cortana du système. L'assistant va rejoindre la longue liste des applications « dépréciées », de Windows. Pensée comme un assistant virtuel équivalent à Alexa ou Google Home, mais au sein de votre ordinateur Windows, Cortana n'aura donc pas survécu à la



vague plus récente de l'IA qui a vu Copilot et ChatGPT tout écraser sur leurs chemins. Cortana, trop limité, pas assez évolutive et doté d'une image un peu trop vieillissante au goût de Microsoft n'a donc pas été maintenu à jour par l'entreprise qui a préféré concentrer ses efforts sur une IA moins connotée « Année 2010 ». Le programme rejoint donc Siri et Google Assistant sur le banc des proto-IA lentement abandonné par leurs créateurs.

Le grand ménage de Microsoft

La fin de course de Wordpad montre aussi que Microsoft tourne une page im-

portante de son histoire avec Windows 11 24H2. Le programme faisait effectivement partie des applications natives de Windows depuis 1995. 30 ans plus tard, l'outil de traitement de texte va être purement et simplement supprimé de Windows avec la dernière mise à jour. Les utilisateurs et utilisatrices pourront toujours se rabattre sur l'une des nombreuses options de suite bureautique en ligne, sur LibreOffice et sa pléthore d'applications alternatives ou même sur le bloc-notes de Windows qui a tout récemment gagné en fonctionnalité. Comme quoi, les vieux logiciels ne sont pas tous abandonnés chez Microsoft.

Google déploie le partage de mots de passe en famille

Si vous utilisez le gestionnaire de mots de passe de Google, il est désormais possible de très simplement partager vos mots de passe avec les membres de votre famille. La firme de Mountain View a annoncé l'arrivée de cette fonctionnalité au mois de février pour les utilisateurs disposant d'un groupe familial, une solution offrant déjà plusieurs fonctionnalités très pratiques, comme une méthode de paiement et un abonnement Google One communs ainsi que des achats partagés. Le partage de mots de passe vient compléter cette liste.

Comment activer la fonctionnalité ?

La nouveauté est comprise dans la mise à jour de Google Play Services v24.20. « Vous pouvez désormais partager vos mots de passe de manière sécurisée avec

votre groupe familial dans le gestionnaire de mots de passe de Google », annonce la société dans une note de blog. Pour cela, il suffit de se rendre dans le gestionnaire sur Android, où une nouvelle icône Partager devrait s'afficher. « Lorsque vous partagez un mot de passe, les membres de votre famille reçoivent une copie dans le gestionnaire de mots de passe de Google, prête à être utilisée », poursuit la firme. Pour l'heure, la fonctionnalité n'est pas encore disponible sur desktop ni sur les appareils Apple. Elle devrait toutefois y être déployée dans les semaines à venir. Google a déjà cité quelques exemples de la manière dont cette fonction pourrait faciliter le quotidien des utilisateurs, pour la gestion d'une garderie par le biais d'un compte unique, ou pour qu'un enfant donne à ses parents l'accès à ses devoirs.

Le partage de l'accès à des services de streaming ou de VPN fait également partie des usages privilégiés.

Un outil encore limité

Si ce nouvel outil de partage s'avère pratique, on peut regretter la non-possibilité de partager un mot de passe avec une personne en dehors de son groupe familial. Toutefois, il y a fort à parier que Google soit déjà en train de réfléchir à la question. En effet, la firme de Mountain View s'efforce depuis 2022 de largement étoffer son gestionnaire. Après une importante refonte, elle a agrémenté son dispositif avec des fonctionnalités très utiles l'année dernière, comme la possibilité d'ajouter des notes sous chacun des mots de passe.

Cohere For AI lance Aya 23 pour faire avancer le multilinguisme en IA

En juin 2022, la licorne canadienne Cohere lançait "Cohere For AI", un laboratoire de recherche à but non lucratif et une communauté dédiée à contribuer à la recherche fondamentale en apprentissage automatique open-source. Cohere For AI a récemment dévoilé Aya 23, une nouvelle famille de grands modèles de langage multilingues. Les poids des deux versions d'Aya 23, comptant 8 milliards et 35 milliards de paramètres, sont disponibles sur Hugging Face. Le développement des modèles Aya 23 s'appuie sur le jeu de données Aya, une collection pour le réglage d'instructions open source comprenant 513 millions d'invites et de réponses LLM en 114 langues. Ce projet lancé par Cohere pour "aider à la prise en charge des langues sous-représentées" a rassemblé 3 000 contributeurs du monde entier, permettant de créer le plus grand ensemble de données multilingues à ce jour et de développer le modèle Aya 101, publié en open source en février dernier. Alors qu'Aya 101 couvrait 101 langues, Cohere passe de l'étendue à la profondeur avec Aya 23 qui associe un modèle pré-entraîné très performant à la collection Aya pour offrir des performances robustes dans 23 langues (Arabe, chinois (simplifié et traditionnel), tchèque, néerlandais, anglais, français, allemand, grec, hébreu, hindi, indonésien, italien, japonais, coréen, persan, polonais, portugais, roumain, russe, espagnol, turc, ukrainien et vietnamien), atteignant ainsi près de la moitié de la population mondiale. La famille de modèles Aya 23 repose sur une architecture Transformer uniquement décodeur et est basée sur les modèles phares Command de Cohere, Aya-23-35B sur une version affinée de Command R. Tandis qu'Aya 23-8B est conçu pour offrir un équilibre optimal entre performance et efficacité des ressources, Aya 23-35B est destiné à des cas d'utilisation plus complexes et à des besoins de performance plus élevés.

Performances des modèles Aya 23

Cohere for AI a comparé les performances d'Aya 23 à celles de modèles open source massivement multilingues tels que Aya-101 et de modèles à poids ouvert largement utilisés. Il surpasse des modèles largement utilisés comme Gemma, Mistral 7B Instruct et Mixtral sur une vaste gamme de tâches discriminatives et génératives. 35B Aya 23 a obtenu les résultats les plus élevés sur tous les benchmarks pour les langues couvertes, tandis que 8B Aya 23 a démontré les meilleures performances multilingues de sa catégorie.

Mots fléchés

Vision		Ménagerie		Cité de la mythologie nordique		Sésames		Éclaireur		Le loup	Femelle d'un oiseau aquatique		Dérivé
Surnom d'un roi français (trois mots)		Imagination		Pays européen		Volatiles							
											Paresseux		
											Approprié		
État américain								Poitrine					
Service commercial													
			Découragements										
			Divisible par deux										
Restauré													
Livre avec bulles							Petit officier	Lucarne (trois mots)		Chut !		L'Estonie	
		Région espagnole											Uniforma-tisation
		Absence de lumière											
Poltron	Abri douillet				Relatives à l'utérus								
	Armes blanches				Vase funéraire								
							Île italienne		Corps pesant				
									Fils en hébreu				
Passereau											Tantale		
Avion à réaction				Enzyme		Précédent					Aérodrome		
			Recueil d'anecdotes				Ville du Nord						
							Argent argotique						
Fabrique		Échassier	Décision de justice									Petit ruisseau	
					Large cuvette					Rôda			
Forfait	Bruit confus		Nourritures	Partie mâle d'un assemblage						Divinité égyptienne			
				Grand lac américain						Agacent			
					Brame					Petite classe		Équerre	
					Astate								
Détruirai													
Américium							Pissés			Pièce de viande			
		Héros de bande dessinée											
		Rideau								Colères			
Crochet					Ville de Mésopotamie			Vieille armée				Cercle brillant	
Tonneau					Greffe			Nickel					
			Océan	L'Irlande poétique						Ville espagnole	Sans les taxes		
				Planche de bois									
Oeuvre littéraire						Aplanis							
Aluminium													
	Cavalier et mercenaire allemand							Indium			Saint normand		
	Anneau de cordage					Groupe à l'armée							

PÉTROLE

Le Brent se redresse à plus de 83 dollars

Les prix du pétrole montaient mardi avec un baril de Brent dépassant les 83 dollars. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, grimpait de 0,22% à 83,28 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, progressait de 1,60% à 78,96 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 29 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



M. Boughali reçoit le président de l'Assemblée nationale de Djibouti

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu, lundi soir, le président de l'Assemblée nationale de Djibouti, M. Dileita Mohamed Dileita, qui lui a remis une lettre du président de la République de Djibouti, M. Ismaïl Omar Guelleh, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué mardi un communiqué de la chambre basse du Parlement. L'audience s'est déroulée en marge des travaux du 36e Congrès de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, a précisé la même source. Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les moyens de dynamiser les relations parlementaires entre les deux pays et passé en revue "nombre de questions d'intérêt commun", selon la même source.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Attaf prend part à Pékin à la 10e Réunion ministérielle du Forum de coopération sino-arabe

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mardi à Pékin (Chine), pour prendre part à la 10e Réunion ministérielle du Forum de coopération sino-arabe, a indiqué un communiqué du ministère. Cette Réunion ministérielle, qui marque le 20e anniversaire de la création du Forum de coopération sino-arabe, sera "l'occasion d'évaluer les deux dernières décennies de partenariat entre les deux parties et d'examiner les voies et moyens de renforcer ce partenariat dans ses dimensions politique, économique, sociale et culturelle", a précisé le communiqué. Lors de son séjour à Pékin, M. Attaf rencontrera son homologue chinois, M. Wang Yi, et aura des entretiens bilatéraux avec nombre de responsables chinois, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des résultats importants ayant couronné la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Chine en juillet 2023.

PROTECTION DES ENFANTS CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

Cherfi annonce la création d'une cellule de veille

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a annoncé, mardi à Alger, la création d'une cellule de veille pour la protection des enfants contre la cybercriminalité. Invitée du Forum du quotidien El Moudjahid, Mme Cherfi a précisé que, dans le cadre des efforts de l'Etat pour protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation, notamment en ligne, une cellule de veille a été créée en vue de protéger cette catégorie contre la cybercriminalité. Outre des représentants de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), cette cellule de veille regroupe des spécialistes en cybercriminalité et des

représentants des services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales, a ajouté la Déléguée, qualifiant de "positive" cette initiative, qui s'ajoute à la batterie de mesures prises pour la protection de l'enfance. L'intervenante a rappelé, à cet égard, le Plan d'action national sur l'enfance, élaboré par une commission composée de représentants de départements ministériels et d'organismes nationaux, lequel sera annoncé lors des Assises nationales sur l'enfance, prévues avant la fin de l'année. Ce Plan vise à offrir à l'ensemble des intervenants dans le domaine de la protection et de la promotion de l'enfance un cadre définissant les orientations stratégiques pour une prise en

charge optimale des questions liées à la protection de l'enfance contre tous les dangers. Quant au rapport annuel élaboré par l'ONPPE sur la situation des droits de l'enfant en Algérie et qui sera soumis au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Mme Cherfi a fait savoir que le rapport de 2023 sera déposé "au début du mois prochain". A noter que l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance a tracé un programme d'activités à l'occasion de la Journée internationale de l'enfance (1er juin), prévoyant notamment l'organisation d'ateliers de sensibilisation sur les droits de l'enfant au Jardin d'essai du Hamma

L'UIPA décerne le Prix de l'Excellence parlementaire au député Bakhouche

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a décerné, à la clôture des travaux de sa 36e conférence, lundi au Centre international de conférences "Abdelatif-Rahal", le prix de l'Excellence parlementaire au représentant du Parlement algérien, le député Seddik Bakhouche, membre de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), qui a été également récipiendaire d'un bouclier et d'une médaille pour sa contribution à la promotion de l'action parlementaire. Dans une déclaration à

l'APS, M. Bakhouche a indiqué que cette réalisation se voulait "un acquis au regard des compétences dont regorge le Parlement algérien, capables de se distinguer et de surpasser les autres députés des différents Parlements arabes". M. Bakhouche a estimé que ce Prix représente "une valeur ajoutée pour les réalisations accomplies par l'Algérie nouvelle et sa diplomatie parlementaire aux niveaux régional et international", d'autant plus qu'il s'agit de la première fois qu'un parlementaire algérien obtient un prix de cette catégorie. A

noter que la deuxième catégorie du Prix, destiné au membre du Parlement, a été décerné, outre l'Algérie, au Liban, à Bahreïn et au Sultanat d'Oman. Par ailleurs, la troisième catégorie du Prix, attribuée au Secrétaire général de l'UIPA, est revenue à l'Etat de Bahreïn, tandis que la quatrième, dédiée au chercheur parlementaire, a été décernée au Liban. A cette occasion, un hommage a été rendu à l'ancienne présidence de l'Union représentée en la personne de M. Mohsen Al-Mandalawi, président par intérim du Parlement irakien, par M. Brahim

Boughali, président de l'APN et de l'UIPA. M. Boughali a aussi distingué le Secrétaire général sortant de l'UIPA, Fayez Al-Shawabkeh. Au terme des travaux du congrès, une cérémonie a été organisée à l'occasion du 50e anniversaire de la création de l'UIPA en juin 1974, au cours de laquelle un court métrage a été projeté, retraçant le parcours de l'Union depuis sa création. La rencontre a également été l'occasion de l'émission d'un timbre commémoratif du 50e anniversaire de la création de l'UIPA.

CHINE

Lancement d'une ligne aérienne de fret vers le Pakistan

Une ligne aérienne de fret a été lancée mardi pour relier la province du Guizhou, dans le sud-ouest de la Chine, à Karachi, la plus grande ville du Pakistan. Marquant la mise en service officielle de cette ligne aérienne, un avion cargo transportant six tonnes de fret, dont des vêtements, des produits électroniques et d'autres mar-

chandises, a décollé mardi matin de Guiyang, capitale du Guizhou, et est arrivé à Karachi en près de six heures. L'avion retournera à Guiyang en transportant des crabes bleus en provenance du Pakistan, selon les douanes de Guiyang. Il s'agit de la première ligne aérienne reliant le Guizhou au Pakistan, ainsi que de la première ligne aérienne de fret re-

liant cette province à un pays de l'initiative "la Ceinture et la Route". Selon des responsables, la nouvelle ligne aérienne contribuera à faire de la ville de Guiyang un centre de distribution de fret dans le sud-ouest de la Chine, tout en réduisant le temps nécessaire pour le transport des produits frais de qualité du Pakistan vers le Guizhou.

DJANET/ZONES MONTAGNEUSES

Lancement de la 3e phase d'étude et classification des monts du Tassili N'Ajjer

La troisième phase de l'étude relative à l'établissement d'un système informatif géographique, dans le cadre de la classification et l'identification des zones montagneuses dans le Tassili-N'Ajjer, wilaya de Djanet, a été lancée mardi par la direction générale de l'aménagement et de l'attractivité du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. S'exprimant à cette occasion, le chef de service à la direction générale d'aménagement du territoire et de l'attractivité, Hacene Bachar, a souligné que "cette phase portant élaboration d'un système informatif géographique, retenu

au titre de l'étude de la classification et de délimitation des zones montagneuses des Monts Tassili-N'Ajjer conformément aux dispositions de la loi 04/03 de la protection des zones montagneuses, consiste en l'organisation d'une session de formation des personnels des collectivités locales et des directions décentralisées au niveau de la wilaya, encadrée par des cadres ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales". Cette formation devrait permettre aux cadres locaux de maîtriser les nouvelles technologies de numérisation liées au système informatif spatial à l'effet de mettre en forme les programmes du gou-

vernement et la réalisation du développement durable dans ces zones ciblées par l'étude, a affirmé le même responsable.

La première phase de cette étude avait porté, sur la réalisation d'une étude prospective de diagnostic des zones montagneuses du Tassili-N'Ajjer ayant permis de répertorier le patrimoine culturel et matériel de la région, les caractéristiques géologiques et physiques, les facteurs productifs, les économiques, agricoles et les potentialités environnementales et minières, identifier les zones montagneuses existantes au niveau des communes de Djanet et Bordj El-Houas.